

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
COMMUNE ANNAMITE
ET
L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 16 décembre 1912, à 3 heures

PAR

Adolphe LASAULCE
Capitaine au 21^e colonial

Président : M. LESEUR, professeur.
Suffragants { *MM. RENAULT, professeur.*
 { *WEISS, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
COMMUNE ANNAMITE
ET
L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ANNAMITE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 16 décembre 1912, à 3 heures

PAR

Adolphe LASAULCE

Capitaine au 21^e colonial

Président : M. LESEUR, professeur.
Suffragants { *MM. RENAULT, professeur.*
 { *WEISS, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

BIBLIOGRAPHIE

DE LANESSAN. — L'Indo-Chine française.

DIGUET (E.). — Les Annamites.

FUSTEL DE COULANGES. — Cité antique.

JOBBÉ-DUVAL (E.). — La commune annamite.

LANDES (A.). — La commune annamite.

LURO. — Cours d'administration annamite.

— Le pays d'Annam.

MIRABEN. — Précis de la législation civile annamite.

ORY. — La commune annamite au Tonkin.

PHILASTRE (P.-L.). — Étude sur le droit annamite et chinois.

SYLVESTRE (J.). — L'empire d'Annam et le peuple annamite.

VILLARD (L.). — Études sur le droit administratif annamite.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
COMMUNE ANNAMITE
ET
L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE ANNAMITE

I

Caractères généraux de la Commune Annamite

La domination française en Indo-Chine a trouvé dans les pays de race annamite une organisation municipale très particulière qu'elle a conservée et que, croyons-nous, elle a intérêt à maintenir dans son principe et dans ses lignes essentielles sauf à procéder avec prudence à des améliorations de détail.

L'organisation sociale annamite repose en effet tout entière sur la base de la commune autonome administrée par ses notables. Composée de familles fixées sur le sol qu'elles cultivent, la commune rend un culte à ses génies particuliers. Ce culte s'exerce dans la pagode du village où tous les habitants sont admis à venir sacrifier à leurs ancêtres.

L'État se superposant par la suite à l'autorité com-

munale, le village a eu des devoirs à remplir envers lui. Les impôts et le service militaire sont dus par la commune. Ces obligations une fois acquittées, la commune est absolument maîtresse chez elle, sauf la défense d'aliéner ses immeubles édictée par l'empereur Minh-Mang, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Au point de vue financier, la commune peut organiser, répartir, faire rentrer les impôts comme elle l'entend sans aucune intervention du pouvoir central.

Sous le rapport législatif, elle peut outre les édits de l'empereur et les coutumes des ancêtres établir certaines règles appelées Khoan, sanctionnées par des amendes.

Quant à l'organisation judiciaire, au civil comme au criminel, ses notables et les chefs de canton constituent un premier degré de juridiction, l'appel de ses décisions étant réservé aux mandarins de l'arrondissement et de la province (Huyen, Phu, Tong-doc).

Il y avait là une forme municipale dont nos esprits accoutumés à la tutelle administrative avaient depuis longtemps perdu l'habitude. Il nous faut en effet remonter jusqu'à la Cité antique et à certaines Cités du moyen âge pour retrouver une aussi complète autonomie dans l'organisation municipale. L'étude de la Cité annamite jette le jour le plus vif sur les institutions et les conditions de fonctionnement de la cité antique, grecque ou romaine.

Il faut avouer que cette personnalité civile donnée

à la commune constitue une importante simplification pour l'administration générale d'un royaume, dans ce milieu d'Extrême-Orient où l'État connaît à peine l'individu et ne tire ses ressources que de la masse.

Les obligations envers l'État une fois remplies, la commune annamite ne le connaît plus et nous verrons par la suite qu'elle le trompe sans vergogne sur le chiffre de sa population et sur l'étendue de son territoire. Mais, par contre, le grand défaut d'une telle organisation politique est de laisser bien vague et bien peu défini le sentiment national tel que nous le concevons, prêt à dresser tout un peuple contre un envahisseur ou à le jeter à la conquête d'un pays voisin. Et cela explique avec quelle facilité ces contrées ont changé de maîtres, non pas que l'Annamite manque de patriotisme, mais son patriotisme se concentre sur son village, sur la terre où reposent ses ancêtres et sur ses traditions de toute espèce. Confucius n'a-t-il pas dit : « Du vivant de votre père, devinez ses projets et après sa mort rappelez-vous ses actions. Si durant trois années vous ne vous écartez pas du chemin suivi par votre père, vous êtes vraiment des enfants pleins de piété filiale. » Cette sentence du philosophe est le secret de l'attachement du peuple annamite à ses coutumes. Ce particularisme municipal est évidemment la cause de l'indifférence que marque l'Annamite vis-à-vis de ses envahisseurs successifs. Et voilà pourquoi, bien que cette autonomie

de la commune choque profondément nos idées françaises, il convient de ne pas brusquer les changements qui nous paraissent dès maintenant indispensables dans l'organisation municipale indo-chinoise.

La famille et la commune, telles sont les bases de l'organisation sociale annamite, bases auxquelles il ne faut toucher qu'avec une extrême réserve. Nous avons porté un premier coup à la famille annamite en autorisant le fils à intenter une action contre le père. Sous l'influence de nos idées, nous avons voulu faire subir une tutelle administrative à la commune annamite et cela particulièrement en Cochinchine. Le résultat a été d'écarter des fonctions de notables les hommes distingués du village. Un arrêté récent d'un gouverneur général est revenu heureusement sur ces errements et a institué une commission chargée de remonter dans le passé pour retrouver des traditions dont il ne reste plus que le souvenir.

Pour nous, nous ne croyons pas à ces systèmes opposés : autonomie absolue de la commune, tutelle administrative étroite. S'ils présentent certains avantages, les critiques qu'on peut leur adresser sont nombreuses. La vérité est il nous semble dans un moyen terme entre ces deux conceptions extrêmes. *In medio stat virtus.*

La loi municipale française de 1884 nous paraît à ce sujet marquer un large progrès dans la voie que nous venons d'esquisser.

II

Origine de la commune

L'esprit d'association a été constaté dès les premiers âges de l'humanité. L'homme pour vivre, procréer et progresser a besoin de se grouper. L'état de nature dans lequel l'homme vivait isolé, d'après certains philosophes, ne sera jamais qu'une chimère. La famille a été le premier groupement, c'était naturel. Plus tard certaines familles se sont réunies dans un lieu choisi par elles, unies par des besoins et des intérêts communs, dans un but de défense et d'utilisation du sol. C'est la commune, perfectionnée ensuite par une organisation et des statuts spéciaux. On retrouve ce groupement à l'origine dans tous les pays, quel que soit son nom et son organisation.

Cette progression de l'esprit d'association qui de la famille, va au groupement de familles pour s'élever ensuite à l'État, s'est rencontrée à peu près partout. En Annam il n'en a pas été autrement. Si beaucoup de communes, en particulier au Tonkin, vivaient de leur vie propre avant d'être reconnues par l'État,

l'origine des autres remonte à une date moins éloignée et provient d'une concession de terres par l'empereur (1). L'histoire conserve le souvenir du temps où le territoire de chaque commune fut délimité par le pouvoir central. A l'époque où la dynastie des *Tchéou* gouvernait la Chine, au xii^e siècle avant Jésus-Christ, les rois annamites partagèrent leur territoire (Annam et Tonkin) en douze provinces qui comprirent un certain nombre d'arrondissements. Le chef de l'arrondissement dût s'occuper de la délimitation et de l'installation des communes. Il n'accorda ce titre qu'au groupe de 25 familles au moins. Au temps où l'Annam fut conquis par la Chine, les chroniques nous donnent les noms de certains gouverneurs chinois qui se sont particulièrement occupés de l'organisation communale. Ce sont *Tich-Quan Nham Dieu* et enfin l'empereur *Nguyen-De* (2) qui en 43 avant Jésus-Christ fit un règlement pour l'organisation des communes, règlement qui est à très peu de choses près encore suivi de nos jours.

A cette période primitive a succédé pour l'Annam, une période de colonisation. Les Annamites à l'esprit profondément colonisateur ont peuplé de leurs émigrants les provinces qu'ils ont enlevées successivement aux Cambodgiens. De nombreuses communes

1. Jobbé-Duval. — *La commune annamite*, p. 11.

2. Ory. — *La commune annamite au Tonkin*, p. 5.

se sont alors fondées semblables aux *coloniae deductae* des Romains.

De nos jours même, la fondation d'une commune n'est pas chose rare. Dès qu'un groupe de familles se sent les dispositions et les moyens voulus pour coloniser un lot de terre, il s'adresse par l'intermédiaire de son chef à l'autorité provinciale pour obtenir la personnalité civile de la commune. L'autorisation ne se refuse jamais et une nouvelle unité politique et économique prend place dans l'empire d'Annam.

Le chef de ce groupement adresse au mandarin de sa circonscription, *phu* ou *huyen*, une demande de concession dans laquelle il indique les limites du territoire convoité par lui, le nom des chefs de famille qui veulent le mettre en valeur, le nom qu'il désire donner à la nouvelle commune, autant que possible un croquis du terrain et s'il y a lieu le nom des propriétaires voisins. Cette demande est transmise au *quan bo*, mandarin provincial de l'administration civile et du trésor. Le *quan bo* charge le chef du *huyen* intéressé de faire la vérification du terrain en présence du chef de canton, des notables des communes intéressées et des propriétaires voisins. Le *quan huyen* opère la délimitation de la nouvelle commune et adresse son rapport au *quan bo* qui le transmet au *tong doc*, ou gouverneur de la province, avec son avis. Si le rapport revient approuvé, le mandarin du

huyen dresse un procès-verbal de sa vérification qui est signé des intéressés et ce document sert de base au *dien-bo* ou registre de description des terres de la commune (1). Le fondateur de la nouvelle commune n'a plus qu'à emmener avec lui sur le terrain concédé tous ses parents auxquels peuvent s'adjoindre les familles qui acceptent son autorité. La loi annamite accorde une exemption de trois ans d'impôts fonciers au nouveau village qui va procéder à son installation définitive en nommant ses notables et en édifiant une pagode à ses génies particuliers.

Les caractères idéographiques chinois qui représentent la commune ou *ca* signifient : esprit de la terre ; lieu où les hommes rendent un culte aux génies de la nature pour qu'ils leur soient favorables et obtenir d'eux de nombreuses et abondantes récoltes. Des deux caractères chinois qui composent cette représentation de la commune, le premier *thi* exprime l'idée de puissances supérieures, de génies ; le second *tho* se rapporte à la matérialité terrestre. La commune annamite de même que la commune chinoise rend un culte idolâtrique à la terre et aux forces qu'elle renferme. Une pagode est consacrée aux dieux particuliers du village et à ses fondateurs qui reçoivent des sacrifices solennels à des dates rigoureusement fixées.

1. Luro. — *Cours d'administration annamite.*

Chaque commune est en général connue sous deux noms qui ont souvent la même signification, l'un est en langue annamite, l'autre en langue chinoise ; le premier est le nom vulgaire, le second le nom officiel figurant seul sur les actes publics et seul reconnu par l'administration. Ces deux noms ont causé bien des erreurs et bien des étonnement aux officiers chargés de la topographie en Indo-Chine qui croyaient voir deux villages différents là où il n'y en avait qu'un seul.

La commune annamite porte les noms de *trang*, de *ca* et de *trai*. Le nom de *trang* est particulièrement employé quand la commune est installée sur un terrain desséché, celui de *trai* quand elle est au pied d'une colline ou à flanc de coteau.

Une grande commune ou *ca* comprend généralement plusieurs hameaux ou *thon*. Chacun de ces hameaux a son administration particulière mais envoie des délégués au conseil des notables de la commune quand il s'agit de questions d'intérêt général.

III

Population de la commune. Classement des habitants.

Pour faire partie de la commune annamite, il ne suffit pas de résider sur son territoire, quel que soit d'ailleurs le temps que dure cette résidence. La première condition à remplir est d'être de race annamite. Par suite ne sont pas membres de la commune les sujets asiatiques étrangers quelle que soit la race à laquelle ils appartiennent. Les Malais, les Chinois, les Japonais, les *Minh-huongs* métis chinois annamites, ne sont d'aucun village. Les Chinois, par exemple, groupés par province, forment des associations ou congrégations qui obéissent aux ordres d'un chef de congrégation. Ce chef de congrégation leur sert de juge de première instance au civil et au criminel comme les notables de la commune annamite le font vis-à-vis de leurs administrés. Il y a là tout au moins au premier degré l'application du principe de la personnalité des lois. Le mandarin arrivé par son mérite aux plus hautes charges de l'État ne cesse pas de faire partie de la

commune dans laquelle lui et ses parents sont nés. C'est en effet la filiation d'une part, l'emplacement du tombeau des ancêtres d'autre part qui établissent les droits les moins contestés à la naturalisation dans telle ou telle commune.

De cet ensemble de traditions précises sur lesquelles repose la naturalisation communale, il résulte qu'un village inscrit très rarement parmi ses membres un chef de famille qui est déjà inscrit ailleurs. De même le village n'aime pas qu'un de ses membres, contribuable sérieux, le quitte pour aller porter ailleurs sa demeure. Ce cas d'ailleurs se présente fort rarement.

La commune est responsable vis-à-vis du pouvoir central des crimes et délits qui se commettent sur son territoire. Il en résulte qu'il faut son autorisation à tout individu qui vient s'installer chez elle et qui n'en fait pas régulièrement partie. Souvent la commune refuse cette autorisation et le malheureux errant est ramené par ses soins dans son village d'origine.

La commune se divise en plusieurs clans analogues aux clans celtiques, à la gens romaine. Ces clans portent le nom de *Tinh*. Le *tinh* comprend tous les hommes portant le même nom patronymique. En Annam les clans sont très peu nombreux, on en compte au plus une quarantaine, les *Nguyen*, les *Phuong*, les *Tri*, etc., sont des noms de clans. En

Chine, à l'origine, il n'y avait pas plus de cent clans différents, maintenant le nombre s'en est augmenté et on en compte à peu près cinq cents. La femme mariée entre dans le clan de son mari. Les mariages sont autorisés entre personnes du même clan si toutefois elles n'appartiennent pas à une branche trop rapprochée. Cependant pour les rendre plus faciles dans l'intérieur d'un même village quand un étranger demande à résider sur son territoire on l'oblige à changer de nom de clan si son nom est déjà porté par un des membres de la commune et à constituer ainsi de ce fait un nouveau clan dans le village. De même quand un Annamite adopte un enfant, il lui donne souvent un autre nom que le sien propre. Le nom patronymique joint au nom personnel constitue le nom officiel de l'Annamite. Ce nom figure sur tous les documents de la commune. L'importance religieuse du *tinh* n'existe plus et on ne retrouve plus trace de *sacra gentilitia* (1).

Au point de vue du classement des habitants du village, on reconnaît partout deux groupes principaux : les administrateurs et les administrés.

Les administrateurs ou notables comprennent : les grands notables ou *Ki-Muc* chargés de prendre les décisions que comportent les intérêts du village ; les petits notables ou *Dich-Muc* chargés de faire exécu-

[1. Jobbé Duval, — *Opuscule cité*, p. 22.

ter les décisions des premiers ; enfin les vieillards au-dessus de 60 ans dont la vie a toujours été exemplaire, forment une classe à part de notables, les *Lao-Muc* sur laquelle nous reviendrons dans les chapitres qui suivent.

Les fonctions de notables sont toujours recherchées. La vanité annamite satisfaite, le fait de diriger les partages de biens communaux, de désigner les soldats, les corvées, etc., qui n'est pas sans rapporter des profits illicites aux gens de conscience large, constituent un attrait suffisant pour le recrutement de ces fonctions. Il n'en faut pas plus pour que les gens les plus riches et les plus intelligents ne soient toujours candidats aux fonctions de notables.

Les administrés ou *giai* sont considérés comme formant le corps de la commune, alors que les notables en constituent la tête. Dans les repas symboliques, les *giai* se partagent le corps du porc mangé en commun, alors que les notables prennent la tête. Comme la plèbe romaine les *giai* sont rongés par l'usure, qui permet aux personnages influents et riches de la commune de se créer une clientèle intéressée, mais jusqu'à présent du moins la question n'a pas pris l'ampleur sociale et politique qu'elle a présentée dans l'ancienne Rome.

Les *giai* se divisent en deux classes :

Les inscrits qui comprennent tous les habitants mâles de la commune, âgés de plus de 20 ans ayant

des propriétés foncières ou exerçant une profession, formant un feu à part, enfin possédant leur famille et les tombeaux des ancêtres sur le territoire de la commune ; les enfants résidant avec leurs parents ne sont pas inscrits. Les inscrits paient les impôts et jouissent de tous les droits de citoyens.

Les non-inscrits ou prolétaires sont seulement autorisés à résider sur le territoire du village. Ils ne font pas partie intégrante de sa population, ne paient pas d'impôts et ne fournissent que les corvées qui se font à l'intérieur de la commune. En revanche ils ne prennent pas part aux partages périodiques des biens du village.

IV

Les administrateurs de la commune.

Les notables

La critique historique admet maintenant qu'à l'origine, les groupements de famille ou communes ont été gouvernés par l'assemblée générale des habitants, guidée par un conseil des anciens. Les cités grecques et romaines ont eu avec leurs sénats une assemblée générale de leurs membres, les communautés chrétiennes des premiers âges, avec les anciens la réunion de tous les chrétiens.

La cité annamite n'a pas échappé à ce principe d'ordre général. L'assemblée de tous les habitants est d'usage courant dans la commune annamite. Cette réunion a lieu au *Dinh* ou maison commune, édifice de forme rectangulaire dont le plus long côté est la façade, partagé en travées en nombre impair par des colonnes multiples. Le *Dinh* au centre duquel se trouve l'autel où sont honorés les génies particuliers du village, est ouvert de tous les côtés, il doit être assez grand pour contenir toute la population de la commune.

Cependant il convient de ne pas exagérer le rôle joué par l'assemblée des habitants. Ces réunions ont plutôt pour but d'instruire le peuple des décisions des notables que de les lui soumettre. L'assemblée a un rôle purement passif et n'a guère qu'une adhésion tacite à donner aux élections et aux mesures qui lui sont présentées par l'assemblée des notables. C'est un assentiment plutôt qu'un débat et une discussion, qui est demandé aux habitants du village.

Nous arrivons ainsi à une division des habitants de la commune, les administrateurs ou notables appelés *Cac-Chuc* en Cochinchine, *Quan-Vien* au Tonkin et en Annam et les administrés ou *Giai* comprenant les inscrits payant des contributions et les prolétaires n'en payant pas parce qu'ils ne possèdent aucun bien.

Au moment où la commune a été fondée comme nous l'avons vu précédemment, les notables étaient nommés par l'élection de l'assemblée générale des habitants. Pour être élu notable, il faut avoir 20 ans, être inscrit, posséder une certaine fortune ou être gros commerçant; sont cependant notables de droit sans passer par l'élection, ceux qui ont rempli avec honneur des charges de l'État et ont eu un certificat de leurs supérieurs hiérarchiques, ceux qui ont obtenu certains diplômes par la voie du concours, enfin ceux qui ont acheté des brevets de notables que la commune met en vente dans ses moments de crise financière. Les habitants au-dessus de 60 ans dont la vie a été

exemplaire ont également le titre de notables. C'en'est que tout à fait exceptionnellement que l'habitant pauvre est élu notable, encore faut-il qu'il ait rendu d'importants services à la commune, que sa science lui permette d'en rendre de nouveaux par la suite et que sa probité et sa valeur morale soient connues et appréciées de tous.

Le mandat du notable est de durée indéterminée mais il peut se faire que soit par une démission, soit par la mort, soit enfin parce que le nombre des habitants est venu à augmenter, une place de notable se produise dans le village. Voici comment on y pourvoit. Le notable à remplacer ou le conseil des notables choisit un candidat dont la moralité lui est connue. Il doit avoir les mêmes idées et représenter le même parti que le notable qu'il remplace. Présenté à l'acceptation de l'assemblée générale des habitants, le candidat est toujours élu et prend la place du notable manquant en ne modifiant pas l'équilibre des partis et des intérêts au sein du conseil directeur de la commune.

Les notables se divisent eux-mêmes en trois sections : les *Ky-muc*, les *Dich-muc* et les *Ky-lao*.

Remarquons avant tout que ce qui caractérise la constitution communale annamite, c'est la division du pouvoir entre les notables et l'infériorité de l'exécutif (1).

1. Landes. — *La commune annamite*.

Les *Ky-muc* ou grands notables sont chargés de la direction générale des affaires de la commune. Ils se réunissent en conseil pour décider des mesures à prendre dans l'intérêt du village. Leurs fonctions sont multiples, car aux services communaux dont ils sont naturellement chargés, ils joignent une foule d'affaires qui, avec nos idées européennes, relèvent essentiellement de l'État, le gouvernement annamite n'apparaissant comme nous l'avons déjà vu, que pour demander aux communes, l'impôt, le service militaire et les corvées. En conséquence les notables répartissent, lèvent et versent au trésor les impôts, désignent les jeunes gens pour le service militaire, s'occupent des travaux publics et des corvées, font les enquêtes nécessitées par les crimes et délits commis sur le territoire de la commune, servent d'arbitres entre les habitants, sont chargés de la police, de l'arrestation des malfaiteurs, règlent tout ce qui concerne les intérêts financiers du village : emprunts, remboursements, baux, lotissement et partage des biens communaux, etc., etc. En un mot les *Ky-muc* ont la direction de toutes les affaires de la commune qui jouit d'une autonomie complète et dont on a pu dire, avec vraisemblance, que c'était un État dans l'État.

A ce pouvoir de direction donné aux *Ky-muc* il est de toute nécessité d'adjoindre des agents chargés de faire exécuter les décisions des *Ky-muc*. Les *Dich-muc* ou petits notables sont, étant plus jeunes et plus

actifs, tout désignés pour remplir ces fonctions. Les *Ky-muc* représentent en quelque sorte le pouvoir législatif, tandis que les *Dich-muc* assument la responsabilité du pouvoir exécutif.

Vient enfin la section des *Ky-lao*. On appelle ainsi les vieillards au-dessus de 60 ans, dont la conduite a été exempte de tout reproche et qui sont notables de droit. Mais il ne faut pas admirer outre mesure cet hommage rendu à la vieillesse. Les *ky-lao* assistent au conseil des notables, mais sans prendre part à la discussion et à la décision des affaires de la commune; ils participent au festin qui précède la réunion et n'ont qu'un droit d'adhésion tacite que d'ailleurs rien ne vient sanctionner. Un seul cas se présente où les *Ky-lao* ont voix consultative, c'est quand il s'agit de discussions ayant trait aux limites des biens communaux et aux procès à engager avec les communes voisines. Leur expérience due au long cours d'existence qu'ils ont parcouru, les rend particulièrement aptes à ce genre de travail et dans ce cas seulement le conseil des notables prend leurs avis autorisés.

Dans la vie courante tous les notables se font appeler *ky-muc*.

Il ne faudrait pas cependant s'exagérer le bon fonctionnement des institutions communales annamites. Ici comme partout dans le monde asiatique la vénalité s'introduit et si sage que soit en théorie, cette

organisation, elle n'en aboutit pas moins comme beaucoup d'autres, à l'oppression des faibles.

Pour l'exécution d'un programme aussi étendu que celui que les notables ont à remplir, des agents spéciaux sont indispensables.

Le plus important de ces agents, sinon par la dignité tout au moins par la nature et la multiplicité de ses fonctions est le *ly-truong*, qu'on assimile souvent à tort au maire de nos communes de France. Le *ly-truong* est présenté aux contribuables par le conseil des notables et comme il est l'unique intermédiaire entre la commune et le pouvoir central son élection doit être agréée par l'administration. Le choix est d'ailleurs toujours approuvé sauf dans les cas très rares où il serait tombé sur un homme ayant déjà subi des condamnations. On prend de préférence quelqu'un d'intelligent, ayant la parole facile, subtil et capable de représenter habilement les intérêts du village. Il doit s'efforcer autant que possible d'éviter des charges à la commune et lui procurer tous les avantages qu'il peut tirer de son contact avec le pouvoir central. Dès que le *ly-truong* est nommé, l'administration lui délivre pour faire foi de sa qualité un brevet et un cachet en bois qu'il met sur toutes les pièces qui lui sont soumises.

Le *ly-truong* par délégation du conseil des notables, correspond avec les autorités supérieures, reçoit leurs communications et leur transmet les requêtes

de la commune et de ses habitants ; il préside à la levée des impôts et en remet le produit à l'administration ; il légalise les actes consacrant les mutations des propriétés, il a la charge de la police locale et du maintien du bon ordre, etc., etc. Les fonctions souvent pénibles et pleines de responsabilité du *ly-truong* ne peuvent être résignées avant un délai de trois ans, d'après un édit royal. Enfin certains villages classent le *ly-truong* le dernier des grands notables ou *Ky-muc*, d'autres le premier des petits notables ou *Dich-muc*.

Le *ly-truong* est secondé pour une partie de ses fonctions par un ou plusieurs adjoints appelés *pho-li* qui le suppléent au besoin dans les détails de l'administration communale ; le *pho-li* tient ses fonctions de l'élection comme le *ly-truong*. Il est plus particulièrement chargé de la construction et de la réparation des routes et des digues. Comme le *ly-truong* il reçoit un brevet de l'administration mais il ne lui est pas donné de cachet.

Il est un troisième fonctionnaire, le *huong-truong*, ayant la charge importante des services de voirie qui parfois tient son mandat des notables et non de l'élection. Il a pour fonctions, de concert avec le *pho-ly*, l'entretien des routes et des ponts, les travaux d'hydraulique agricole ainsi que la police intérieure du village.

Enfin le *xa-tuan* ou garde champêtre est élu comme

le *ly-truong* et le *pho-ly*. Sa tâche devient particulièrement ardue au moment où la maturité du riz excite la convoitise des maraudeurs, auxquels il signale sa vigilance par le son répété d'un instrument en forme de trompe. Il a sous ses ordres des aides appelés *tuan-dinh* et fait avec eux des rondes de nuit fréquentes pour écarter et arrêter les malfaiteurs. Dans la zone frontière il est chef des partisans du village et nous est d'un précieux secours pour la chasse que nous donnons aux pirates. Le *xa-tuan* et ses aides sont rémunérés par des prélèvements de gerbes de riz sur les rizières au prorata de l'étendue de celles-ci; les autres fonctionnaires le sont par l'allocation de parcelles de terrains communaux supplémentaires ajoutées à celles qu'ils reçoivent comme contribua-

bles.

A ces quatre principaux fonctionnaires de la commune nous pouvons en ajouter un certain nombre d'autres qui sont pris les uns parmi les notables, les autres parmi les *giai*.

Citons comme pris parmi les notables :

Le *thay-tu*, lettré qui compose les sentences qui figurent sur les bois, papiers et étoffes qui ornent les fêtes ;

Le *thong-giang*, chargé d'expliquer les édits du pouvoir central ;

Le *thu-bo*, archiviste de la commune ;

Le *lang-cai*, notaire, détenteur de tous les contrats, baux, etc. ;

Le *thay-sa-nam*, maître des cérémonies, chargé de faire assister les enfants aux fêtes de la commune.

Sont pris parmi les *giai* :

Le *thay-tan* ou *thay-chua*, bonze s'occupant des cérémonies du culte ;

Le *thay-sai*, gardien de la pagode consacrée au génie protecteur du village ;

Le *tuong-cho*, chargé de faire régner l'ordre au marché ;

Le *thang-mo*, crieur public (1) qui tire son nom de l'instrument en bois dont il se sert pour attirer l'attention publique.

La liste des fonctionnaires de la commune que nous venons de donner n'a rien d'absolu. Les villages peuplés et riches l'augmentent suivant leurs besoins, les villages pauvres et de faible population la diminuent au contraire. La coutume et les usages locaux jouent ici le principal rôle comme en beaucoup d'autres institutions des civilisations d'Extrême-Orient.

Nous avons vu que le *ly-truong* que l'on appelle aujourd'hui assez communément le maire n'était pas le premier en dignité dans la commune. Ce rang suprême appartient à un notable que l'âge, l'importance sociale, la considération dont il jouit ont fait

1. Ory. — *Opuscule cité*, p. 25.

reconnaître par tous comme chef de l'agglomération communale. C'est le *tien-chi* ou *thu-chi*, mot qui peut se traduire par le « premier sur la feuille de papier ». C'est lui, en effet, bien qu'il n'ait aucun caractère officiel vis-à-vis de l'État, ou actuellement du Protectorat qui appose le premier sa signature sur les pétitions et adresses envoyées par le village au pouvoir central. C'est l'homme le plus important de la commune, celui qui exerce l'influence la plus grande sur les élections, sur les notables eux-mêmes parmi lesquels il s'est créé une nombreuse clientèle. Sans titre officiel il prend ainsi dans la direction des affaires une prépondérance peu contestée grâce aux nombreux partisans qu'il a su s'assurer.

Il nous reste maintenant à présenter la physionomie particulière que revêt une assemblée de notables ou une assemblée générale des habitants du village. Les notables ne se réunissent pas à époques fixes ou pour des sessions déterminées comme en France nos assemblées délibérantes ; ils s'assemblent sur l'initiative d'un certain nombre d'entre eux et quand les intérêts de la commune l'exigent. La convocation est faite par le *thang-mo* ou crieur public qui donne l'heure et les motifs de la réunion. Les notables et la population du village se groupent alors dans le *dinh* ou maison commune, d'après le registre du village qui indique les préséances et les qualités de supérieurs et d'inférieurs. La hiérarchie ne comprend pas moins de 26 degrés.

Ces réunions sont soumises à un protocole très formaliste, commandé par le respect de la hiérarchie et des préséances.

Sous la présidence plus ou moins effective du *tien-chi* l'assemblée procède à ses travaux, entend les propositions et se livre à ses discussions d'abord vives, quelquefois orageuses, mais peu à peu le calme se fait et l'opinion de quelques notables ayant su acquérir une certaine prépondérance dans la commune, finit par prévaloir ; c'est surtout entre les *Ky-much* et les *Dich-muc* que l'autorité se partage et que les questions s'agitent ; quant aux vieillards ou *Ky-lao*, on s'incline respectueusement devant eux avant de prendre la parole, on les consulte pour la forme quand les décisions sont arrêtées et il arrive quelquefois qu'ils ne sont pas convoqués du tout. En principe le vote doit avoir lieu à l'unanimité pour qu'une mesure soit adoptée, en fait la majorité suffit et bien souvent cette majorité est obtenue par des pressions et des moyens illicites que supporte la population du village rongée par l'usure et tout entière dans les mains de quelques riches propriétaires.

Au cours des débats la pipe à eau, la chique de bétel passent de bouche en bouche, et parfois les réunions s'accompagnent de véritables festins où figurent le riz cuit, l'eau-de-vie annamite et la viande de porc. La tête de l'animal est considérée comme le morceau d'honneur et est partagée entre les notables de l'assem-

blée. On a vu maintes fois des habitants du village frustrés de la part du porc qui leur revenait, entamer des procès longs et coûteux pour faire reconnaître leurs droits méconnus.

Dans ces assemblées comme dans la vie courante annamite les préséances réglées par les rites et les coutumes jouent un grand rôle. Chaque village a des habitudes particulières qui lui servent à indiquer la place de chacun dans le *dinh*. Cette répartition des places varie suivant les localités, mais on peut considérer comme type général les dispositions d'un décret de *Tu-Duck* daté de 1861 (1).

D'après ce décret la partie centrale du *dinh* est réservée aux personnages suivants : les mandarins civils depuis le septième degré et au-dessus ; les étudiants près la cour de Hué ; les fils de mandarins, les fonctionnaires de huitième et neuvième degré en service, les mandarins militaires, depuis les sous-officiers ayant un brevet des mandarins provinciaux, les licenciés civils et militaires et au-dessus.

Dans la travée de gauche prennent place : les vieillards de 70 ans et au-dessus, les gradés militaires du septième degré, les fonctionnaires civils inférieurs, les habitants signalés par leur richesse et leur générosité chefs de canton des huitième et neuvième degré, les soldats, les *mien-sai* (exempts d'impôts et de corvées) les *mien-jao* (exempts de corvées).

1. Ory. — *Opuscule cité*, p. 48.

Dans la travée de droite sont assis : les gradés au-dessous du septième degré, les vieillards n'ayant pas atteint 70 ans, le *ly-truong*, enfin les simples administrés ou *giai* qui ne prennent part à aucune délibération et ne sont là qu'à titre de public. Le règle est que lorsque le titulaire d'une place est absent, cette place doit rester vide ; il y est fait exception quand le *dinh* est de petite dimension. A l'entrée des personnages supérieurs, les inférieurs doivent se lever. Une disposition spéciale oblige les repris de justice à prendre place à l'écart.

A vrai dire, le décret de *Tu-Duck* est loin d'être rigoureusement observé et il a été impuissant à triompher des coutumes locales, des habitudes prises et de là une assez grande variété dans le cérémonial des assemblées communales basé toujours sur le respect des préséances. Souvent le milieu du *dinh* reste vide et c'est toujours la proximité de l'autel qui détermine la dignité des places réservées à chacune des catégories de notables.

Il nous reste à signaler les avantages que présente l'organisation administrative de la commune annamite. Tout d'abord formée par tout ce que le village compte d'habitants cultivés et fortunés, c'est une administration intelligente et éclairée, en second lieu l'habile répartition du travail qui se produit entre les notables est d'une grande efficacité. Une troisième cause de force des institutions communales annami-

tes est le contrôle qu'exercent les notables les uns sur les autres. Ainsi le maire ne peut toucher les impôts et les verser au trésor public qu'assisté de notables qui certifient ces opérations. Enfin l'édit de *Minh-Mang* de 1825 qui interdit l'aliénation des biens communaux, est une sauvegarde contre la mauvaise administration et la prodigalité des notables de la commune.

V

Les administrés. Le Dinh-bo. Naissances. Décès.

Les administrés ou *giai* sont tous les administrés qui n'ont pu devenir notables. Ils comprennent les contribuables et ceux qui ne paient pas d'impôts, étant donné l'état misérable dans lequel ils vivent. Les contribuables supportent toutes les charges de la commune, paient l'impôt personnel, l'impôt foncier, font les corvées demandées par l'État et ont la charge du service militaire. Les non-contribuables sont admis à résider sur le territoire de la commune et ne peuvent par suite être considérés comme des vagabonds et des gens sans aveu. Ils ne paient pas d'impôts et ne font pas les corvées demandées par l'État à la commune. En revanche ils prennent part aux corvées spéciales à la commune, font des rondes de nuit dans l'intérieur du village et fournissent fréquemment des recrues pour le service militaire grâce à l'indifférence de l'administration qui ne se préoccupe pas de la provenance des jeunes soldats. Les non-contribua-

bles ne participent pas, croyons-nous, aux partages périodiques des biens communaux. Les *giai* sont malheureux, ils ont souvent des réclamations à adresser à leurs notables et aux mandarins représentant le pouvoir central. Dans ce but ils choisissent pour leur porte-parole un des leurs le *dau-phu* qui remplit vis-à-vis d'eux le même rôle que le *tien-chi*, vis-à-vis des notables. C'est là un *tribunus-plébis*, mais qui est loin d'avoir l'énorme influence du tribun du peuple dans la Rome antique. Les contribuables sont inscrits avec les notables sur le *dinh-bo*, registre officiel que la commune remet à l'administration quand elle réclame une liste des habitants imposables du village. Le *dinh-bo* date de la dynastie des *Li*, environ mille ans après Jésus-Christ. Les chroniques nous rapportent que la création du *dinh-bo* ne s'est pas faite sans résistance. Avant l'introduction du *dinh-bo*, l'État n'avait aucun moyen officiel de se renseigner sur le nombre des habitants de la commune qui doivent payer l'impôt personnel. Le *dinh-bo* a modifié cet état de choses, mais même encore maintenant la commune a intérêt à tromper le pouvoir central sur le chiffre de sa population. Le maire est chargé des inscriptions à faire sur le *dinh-bo*, aussi il n'inscrit pas toujours tous les contribuables, ne tient pas compte par exemple des jeunes gens au-dessous de 20 ans, et même parfois au-dessous de 25 ans dans le but de réduire le nombre des imposables à l'impôt person-

nel dans son village. Il est donc très difficile pour le pouvoir central d'avoir le chiffre exact de la population d'une commune. En fait en multipliant par 15 ou 16 le chiffre porté sur le *dinh-bo* on arrive à une approximation suffisante du nombre des habitants. L'état civil qui a été introduit il y a une trentaine d'années en Cochinchine et qui vient d'être créé d'une façon rudimentaire au Tonkin permettra dans l'avenir de faire disparaître ces fraudes si préjudiciables à la bonne administration du pays.

L'administration qui connaît les moyens illicites dont se servent les notables pour faire disparaître une partie de la population de leurs villages, n'admet pas les diminutions d'inscrits sur le *dinh-bo*. Elle n'autorise que les augmentations et les fait inscrire d'autorité quand le hasard ou une circonstance quelconque lui révèle l'existence d'habitants non inscrits.

Les notables et les contribuables figurent sur le *dinh-bo* dans un ordre qui varie de commune à commune.

Avant l'établissement du Protectorat au Tonkin il y avait au *dinh-bo* sept classes d'inscrits.

1. *Hoang-dinh* (1) de 16 à 18 ans, demi-taillables et corvéables.

2. *Trang-kang*, inscrits de 18 à 55 ans, payant l'impôt complet et soumis à la corvée.

1. Luro. *Le pays d'Annam*.

3. *Lao-hang*, inscrits de 55 à 60 ans, demi-taillables et corvéables.

4. *Lao-Nhieu*, inscrits de 60 ans et au-dessus, exempts de toute charge.

5. *Chuk-Sak*, inscrits pourvus de brevets également exempts.

6. *Mien-Sai*, inscrits de 18 à 55 ans, dispensés d'impôts et de corvée par leurs fonctions notamment les soldats.

7. *Mien-Rao*, inscrits de 18 à 55 ans dispensés seulement de la corvée le *Li-truong* par exemple.

Les inscrits taillables et corvéables devaient fournir 30 jours de corvée par an outre la taxe personnelle.

Le protectorat a converti une partie de la corvée en taxe personnelle et a de plus institué une carte d'identité renouvelable chaque année, gratuite pour certains, payée par les autres. Il a réduit au point de vue de l'impôt les sept classes à trois, savoir :

1 *Dinh-noi-bo*, inscrits officiels payant la taxe entière (2 piastres en 1909).

2 *Dinh-mien-sai*, inscrits dispensés.

3 *Dinh-ngoai-bo*, non-inscrits payant une taxe personnelle de 40 cents.

Dans la première classe figurent les inscrits de 18 à 60 ans, les *tang-hang* et *lao-hang* de l'ancien classement.

Dans la seconde sont inscrits les dispensés, savoir :

Les *Chuc-Sak* ou dignitaires ayant un brevet de la 9^e classe et au-dessus ; toutefois, sauf pour les mandarins en fonctions, ce brevet est soumis tous les trois ans à une taxe de 5 piastres. Les salariés de l'administration annamite tels que les scribes, les miliciens, les militaires, les interprètes et autres personnages au service du protectorat ; les vieillards de plus de 60 ans ; les garçons âgés de moins de 18 ans ; les filles et les femmes (pour ces différentes catégories la carte d'identité est gratuite) ; les pères et fils de mandarins, le maire, les adjoints, les gardiens de pagodes, les étudiants (pour cette dernière catégorie la carte d'identité est taxée à 40 cents).

Dans la troisième classe (non-inscrits) figurent les hommes de 18 à 60 ans et pour faciliter la recherche de ces derniers contribuables il est accordé au maire une prime de 2 cents par carte.

A côté du *dinh-bo*, dans lequel la commune cherche à tromper l'État sur le chiffre de sa population, elle tient pour son usage particulier un autre registre le *so-hang-xa*, qui contient le nom de tous les habitants sans exception. Le *so-hang-xa* est caché soigneusement chez le notable qui en a la garde de façon à le dérober aux yeux du représentant du pouvoir central. Ce registre sert à répartir les biens communaux entre les habitants du village lors du partage périodique de ces biens et à indiquer les préséances et la hiérarchie à observer dans les cérémo-

nies officielles de la commune. *Le So-hang-xa* est refait tous les trois ans ou même tous les six ans au moment du partage des biens communaux. Les habitants du village sont classés sur ce registre en 26 catégories dans l'ordre suivant :

1. Les *Chuc-sak* (1) ou dignitaires diplômés par l'État ; autrement dit tous les habitants qui ont exercé ou qui exercent des fonctions plus élevées que celles de *ly-truong*, comme les *chanh-tong*, les *pho-tong*, les *doi-truong*, les *xuat-doi*, etc., etc.

2. Les *linh-duong-thu*, ou soldats en activité de service fournis par le village.

3. Le *ly-truong-duong-thu* ou maire en fonctions.

4. Les *ly-truong cuu*, anciens maires.

5. Tous les soldats qui à l'expiration de leur congé et au moment de rentrer dans leurs foyers obtiennent en récompense de l'autorité supérieure un brevet de *xuat-doi* ou de *doi-truong*.

6. Le *pho-ly-duong-thu*, adjoint au maire actuellement en fonctions.

7. Les *thi-sinh*, candidats aux examens provinciaux ou régionaux.

8. Les *ly-truong-mua*, ou ceux qui ont acheté à la commune le titre de maire.

9. Le *huong-truong-duong-thu*, agent-voyer en activité de service.

1. Ory. *Opuscule cité*, p. 40.

10. Les *pho-ly-cuu*, anciens adjoints au maire.
11. Les *linh-cuu*, anciens soldats.
12. Les *huong-truong-cuu*, anciens agents-voyers.
13. Le *xa-tuan-duong-thu* ou *xa-doan*, garde communal en activité de service.
14. Les *xa-tuan-cuu*, anciens gardes communaux.
15. Les *nhieu-hoc*, candidats aux examens annuels.
16. Les *pho-ly-mua*, acquéreurs du titre d'adjoint au maire.
17. Les *huong-truong-mua*, acquéreurs du titre d'agent-voyer.
18. Les *nhieu-hoc-mua*, acquéreurs du titre de candidats aux examens.
19. Les *xa-mua*, acquéreurs du titre de notable.
20. Les *trang-hang* ou *giai*, simples citoyens âgés de 20 à 54 ans inclus.
21. Les *hoang-dinh* ou *thuy-thu*, jeunes gens de 18 à 20 ans suivant la loi et de 16 à 20 ans d'après les usages.
22. Les *co-nhi*, enfants orphelins de père.
23. Les *qua-phu*, veufs.
24. Les *tat-hang*, infirmes.
25. Les *lao-hang*, vieillards de 55 à 60 ans.
26. Les *lao-nhieu*, vieillards de 60 ans et au-dessus.

Dans beaucoup de communes les deux dernières classes composées des vieillards sont inscrites avant le maire en fonctions, dans d'autres au contraire, elles ne sont pas portées sur cette liste. Certaines

nuances existent encore dans l'établissement de ce rôle, elles sont basées surtout sur les traditions et les usages locaux, mais elles sont peu importantes.

Il existe enfin le registre du hameau ou *so-hang-thon*. Dans ce registre les habitants sont classés par rang d'âge.

La création de l'état civil dans la commune annamite a eu pour but de remédier à toutes les fraudes commises par les notables dans la rédaction du *dinh-bo*. A l'heure actuelle quand un enfant, fille ou garçon, vient au monde, il est déclaré aux deux notables agréés par l'administration chargés de l'état civil et inscrits sur le registre des naissances. Avant l'organisation des registres de l'état civil, les parents ne déclaraient aux notables que la naissance des garçons, les filles ne comptaient pas et n'avaient pas le droit de voir leur naissance constatée officiellement. Cette déclaration était accompagnée de présents d'alcool de riz, de noix d'arec et de bétel que les parents faisaient aux notables.

Autrefois la commune ne constatait que le décès de l'habitant inscrit sur le *dinh-bo*. Pour les autres la mort était une occasion de cérémonies familiales et religieuses où n'intervenaient pas officiellement les autorités du village. Maintenant le décès est notifié aux officiers de l'état civil et enregistré sur un registre spécial.

Tous les six mois les notables font parvenir à l'ad-

ministrateur en Cochinchine, ou résident au Tonkin un état du mouvement de la population qui comprend les naissances et les décès des six mois précédents.

Par toutes ces mesures, l'administration française a cherché à porter remède à ce système d'erreurs volontaires qui soustrayaient les villages, pour une large part, au paiement de l'impôt personnel.

VI

Le domaine communal

La propriété privée existe en Indo-Chine depuis la plus haute antiquité. Les documents en attestent l'existence aussi loin qu'ils permettent de remonter. Elle provient de concessions du pouvoir souverain, sous réserve du paiement de l'impôt foncier. Comme dans la Rome antique pour les fonds provinciaux, la propriété ne se conçoit pas pour les particuliers comme pour les communes sans le paiement d'un impôt corrélatif. A l'origine si le propriétaire a la possession et la jouissance de sa terre, l'état conserve néanmoins sur elle un droit de domaine éminent. Les propriétés privées sont inaliénables et ce n'est que sous la dynastie des *Tan* vers 250 avant Jésus-Christ que la faculté de vendre leur bien a été donnée aux Annamites. On peut attribuer à cette antique loi d'inaliénabilité la fréquence des ventes dites à réméré, le vendeur voulant se réserver pendant un délai de 30 ans une chance de redevenir un jour le propriétaire de ce que les circonstances le forcent à aliéner. La limite de

ce droit de reprise est fixée à 30 années. Au delà il y a prescription et les biens appartiennent de plein droit à l'acquéreur. Quand on veut vendre un bien sans esprit de retour il faut obligatoirement inscrire la clause « pour vendre définitivement » dans l'acte de vente. Ces contrats ne sont valables que lorsqu'ils ont été enregistrés à la commune et revêtus du visa du *ly-truong*. Le *huong-hoa* (1), part des biens consacrés à l'entretien du culte des ancêtres, reste seul inaliénable. La faculté de racheter ce qu'on a précédemment vendu se rapproche du retrait conventionnel de notre ancien droit. Les donations entre vifs que ne prévoyait pas la loi annamite se sont introduites dans l'usage. Enfin l'exhérédation des enfants ne peut produire ses effets que quand elle a été proclamée publiquement en face de tout le groupe familial.

En Chine, sous la *dynastie* des *Chang* (1766-1401 avant Jésus-Christ), le territoire était partagé théoriquement en une sorte de vaste échiquier dont chaque case appelée *tin* mesurait un *li* carré, soit une superficie d'environ 36 hectares, mesure de France ; chaque *tin* était divisé en 9 lots carrés d'environ 4 hectares ou, en mesure du pays, de 70 *mau*, cette mesure représentant à peu près 600 mètres carrés : les 8 lots du pourtour étaient concédés à autant d'habitants

1. Jobbé-Duval. *Opuscule cité*, page 44.

pour la culture et devenaient biens particuliers ou *tu-dien* : la 9^e case ou centre du *tinh* servait pour un cinquième de sa superficie à l'habitation des 8 concessionnaires et le reste, soit 56 *mau* devenait sous le nom de *kongdien*, bien communal et était cultivé en commun, la récolte devant servir au paiement de l'impôt pesant sur le *tinh*.

A l'époque de la dynastie des *Chau* (1) la disposition des *tinh* était la même, mais chacun des concessionnaires avait droit à 100 *mau* de terrain de sorte que la partie commune avait également une superficie de 100 *maus*.

Un système tellement géométrique se modifie forcément à travers le temps grâce à des aliénations successives. Il n'est d'ailleurs pas certain que les Annamites l'aient adopté rigoureusement. Il n'en reste pas moins vrai que pendant des siècles, les terrains communaux eurent seuls la charge de l'impôt et d'après les annales annamites ce ne serait que vers la fin de notre XVIII^e siècle que la propriété particulière aurait été à son tour frappée de contributions.

La propriété particulière annamite se nomme *tu-dien*. Elle consiste principalement en rizières, les *tu-tho* ou cultures diverses particulières sont peu nombreuses.

Le propriétaire annamite a sur ses terres les mêmes

1. Luro.

droits que le propriétaire français : *jus utendi, fruendi, abutendi*, droit d'user de la chose, d'en jouir avec tous les produits qu'elle peut donner, d'en disposer à son gré mais non celui de la détruire. En effet quand une famille quitte son village pour se soustraire au paiement de l'impôt, ses biens font retour à la commune et deviennent propriété municipale.

La propriété communale comme la propriété privée, provient de concessions du pouvoir central. A l'origine, des biens ont été donnés aux villages pour leur permettre de payer l'impôt, de satisfaire aux frais du culte et de pourvoir à l'entretien des vieillards et des infirmes. En outre les communes ont acquis ; 1° les biens des familles riches qui se sont éteintes sans postérité à la condition d'exécuter les cérémonies rituelles du culte des ancêtres ; 2° les terres des familles qui ont quitté le village pour se soustraire au paiement des impôts. Enfin l'empereur *Minh-Mang* qui régna de 1820 à 1840 a rendu un édit ordonnant à ses sujets riches de céder une partie de leurs terres aux villages qu'ils habitaient. Cet édit fut exécuté sans enthousiasme comme on le conçoit facilement et un nouvel arrêté de *Minh-Mang* fixa aux trois dixièmes des terres, la part à céder et ordonna l'exécution immédiate de cette mesure. On commença par le pays de *Gia-Dinh*. Le travail était à peine terminé dans cette province qu'il fut indéfiniment interrompu par l'insurrection cambodgienne,

c'est ce qui explique pourquoi la province de Saïgon possède plus de *kong-dien* que les autres.

En employant la terminologie du droit administratif français, le domaine communal se divise en domaine public et en domaine privé. Mais contrairement au droit français certains biens du domaine privé sont inaliénables.

Le domaine public de la commune annamite n'a pas grande importance. Il comprend les chemins ou sentiers, les édifices destinés au culte y compris la pagode consacrée au génie protecteur du village ou *dinh* ; certaines communes ont en outre de petits corps de garde.

Le domaine privé est plus considérable. Il se compose :

1° Des biens (1) des pagodes, fondations faite par les particuliers ou les communes pour assurer les frais du culte et dont l'administration est le plus souvent entre les mains du conseil des notables ; ils sont inaliénables ;

2° Les *bon-thon-dien* qu'on peut comparer à des valeurs de placement. La propriété de la commune sur les *bon-thon-dien* ne diffère pas de celle d'un simple particulier. Le village peut les louer à des tiers. Les modes de jouissance sont les mêmes que ceux d'un particulier et le droit d'aliéner absolu dans les deux cas. Le rôle des *bon-thon-dien* est donc exclu-

1. Landes. *Opuscule cité.*

sivement un rôle économique et non un rôle économique et social comme pour les autres biens du village. Les *bon-thon-dien* sont achetés sur les économies de la commune ;

3° Les *kong-dien* terrains nationaux donnés en usufruit aux villages. Ils comprennent les rizières communales et sont situés de préférence dans les bas-fonds où l'eau nécessaire à la culture du riz est plus abondante ;

4° Les *kong-tho* qui sont en général situés sur les hauteurs et sont occupés par les habitations et leurs dépendances ainsi que par des cultures très variées : thé, bétel, aréquiers, mûriers, etc., etc.

Les *kong-dien* et les *kong-tho* sont inaliénables, d'après un édit de 1825 de l'empereur *Minh-Mang*. On ne peut qu'approuver cette mesure. Les *kong-dien* et les *kong-tho* sont répartis entre les contribuables du village et ce partage empêche les Annamites joueurs, légers et insoucians de mourir de faim au cas où ils viendraient à perdre leurs propriétés particulières. L'édit de *Minh-Mang* évite en outre la concentration des terres du village entre les mains des habitants riches de la commune parant ainsi à un prolétariat agricole, comme celui qu'on rencontre en Angleterre.

Les *kong-dien* et les *kong-tho* peuvent dans des cas très rares, être engagés en garantie d'emprunt mais pour 3 ans seulement.

L'administration française a modifié dans un sens regrettable cette législation si sage et si sensée. L'arrêté du gouverneur général en date du 7 janvier 1892 contient deux innovations dangereuses ; l'une qui consiste à assimiler les *bon-thon-dien* aux *kong-dien* rendant ainsi moins aisée la gestion financière des notables, l'autre contenue dans l'article 2, ainsi conçu :

Aucune aliénation ou location de ces biens pour une période de plus de 3 années ne sera valable qu'après l'autorisation du lieutenant-gouverneur ou du résident supérieur.

Le lieutenant-gouverneur en Cochinchine, le résident supérieur en Annam et au Tonkin peuvent donc bouleverser la vie économique d'une commune en autorisant l'aliénation des *kong-dien* et des *kong-tho*.

La répartition des biens communaux (*kong-dien* et *kong-tho*) entre les contribuables a lieu en principe tous les 3 ans, en pratique elle ne se fait cependant dans la plupart des villages que tous les 6 ans. Pour ce partage, on suit l'ordre des habitants donné par le *so-hang-xa* registre du village que nous avons étudié précédemment. Mais la réfection du *so-hang-xa* qui doit précéder la répartition des biens communaux est une telle source de querelles de préséances et de difficultés de toute nature, qu'on préfère s'en occuper le moins souvent possible, c'est-à-dire tous les 6 ans au lieu de tous les trois ans. Un autre

avantage de cette manière de faire est qu'il en résulte une meilleure culture des parcelles concédées, mieux soignées parce qu'elles restent plus longtemps dans les mêmes mains.

Le *so-hang-xa* comprend le plus souvent 26 classes qui, au point de vue du partage, peuvent se diviser en 4 groupes.

Le premier allant du n° 1 au n° 20, comprend les dignitaires diplômés, les fonctionnaires en exercice, les anciens fonctionnaires, les soldats fournis par la commune, les acquéreurs de titres honorifiques et pour finir les simples citoyens ou *trang-hang* âgés de 20 à 54 ans ; ce groupe se voit attribuer une part entière de *kong-dien* prise parmi les rizières d'automne donnant deux récoltes par an en juin et en novembre, tandis que les rizières d'été réparties entre les groupes suivants ne donnent que la récolte de juin.

Le deuxième groupe est composé des *hoang-dinh*, jeunes gens de 16 à 20 ans et des *lao-hang*, vieillards de 55 à 60 ans ; il voit attribuer à chacun de ses membres une part de *kong-dien*, moitié moins grande que celle dévolue aux participants du premier groupe. L'impôt est dans les mêmes proportions.

Le troisième groupe, comprenant les *lao-nhieu*, vieillards de 60 ans et au-dessus, reçoit une part de rizières en général un tiers moins grande que celle des membres du premier groupe.

Quant au quatrième groupe dans lequel figurent les infirmes *tat-hang*, les veuves *qua-phu* et les *conhi* il est donné à chaque membre un lot encore moins grand qu'aux précédents.

Telle est la règle pour le partage des rizières ou *Kong-dien* mais par compensation le partage des *kong-tho* ou terrains de cultures diverses se fait en sens contraire, le quatrième groupe ayant les meilleurs lots, le premier recevant les plus petits.

Si excellentes que paraissent en théorie ces règles quasi-patriarcales, il est facile de comprendre, que dans la pratique, les abus s'y glissent facilement et comme dans toute institution humaine les plus forts et les plus habiles savent en tirer les plus grands avantages. Là, comme partout dans le monde asiatique, la corruption a trouvé moyen de s'introduire. Les notables font inscrire sur le *so-hang-xa* des jeunes gens de 12, 13, 14 ans qui sont leurs parents ou leurs serviteurs et leur permettent ainsi de participer au partage des terres au détriment de jeunes gens de 18 et 20 ans omis à dessein parce qu'ils n'appartiennent pas à des familles puissantes dans le village. D'autres notables se font inscrire comme tels sur le *so-hang-xa* et obtiennent de cette façon une meilleure part de *kong-dien* tout en se faisant porter comme vieillards sur le registre du hameau, ce qui leur donne droit au meilleur *kong-tho*. Certaines communes se servent du registre du hameau ou *so-hang-thon* pour

le partage des *kong-tho*. Enfin il arrive souvent que les notables dissimulent un certain nombre de terres sur le *dien-bo* ou cadastre sous le prétexte de les soustraire au paiement de l'impôt foncier au pouvoir central et se les répartissent ensuite entre eux à l'insu de l'État.

Quoi qu'il en soit les Annamites supportent ces inégalités et ces injustices dans l'espérance d'ailleurs justifiée d'arriver avec l'âge à une meilleure place sur le *so-hang-xa* ce qui leur donnera droit à un meilleur lot de terres. C'est une marche incessante vers les rizières plus productives (1). Remarquons toutefois que si l'âge peut vous donner la première place dans les différentes classes du registre de la commune, il est plus difficile de passer d'une classe à une autre et on ne peut y arriver que par l'achat d'un titre ou l'exercice d'une fonction qui vous donne rang supérieur.

Les pâturages (2) communaux sont très rares en Indo-Chine. Le peuple annamite n'a jamais été un peuple pasteur. Dans la province du *Xu-thanh* et dans celle de *Doai* les communes qui ont de grands pâturages construisent un parc commun et ont une garde particulière pour veiller le jour et la nuit sur les troupeaux, c'est une partie de la corvée du village, mais ces communes sont peu nombreuses.

1. Ory, *Opuscule cité*.

2. Sylvestre, *L'empire d'Annam*, p. 67.

Pour les eaux fluviales et le littoral de la mer, les Annamites ont procédé de la façon suivante : les pêcheurs de la côte ont le droit de posséder une terre et ils forment des communes ayant un territoire, comme les gens de l'intérieur. Les pêcheurs (1) des fleuves ont cela de particulier qu'ils ne vivent que sur leurs barques et que l'empereur d'Annam leur partage des étendues de fleuves plus ou moins considérables suivant les lieux et suivant l'importance de leur population. Par là ils possèdent les fleuves dont ils paient le tribut ; mais ils n'ont pas le droit d'habiter à terre. L'administration française s'est contentée de donner le droit de pêche aux villages qui ont des cours d'eau publics situés sur leur territoire.

Pour les bois et forêts, sous le gouvernement des empereurs d'Annam, les exploitait qui voulait, sous la seule restriction de réserver à l'État les bois de fer. L'obligation de traîner ces troncs d'arbres jusqu'aux magasins impériaux, constituait une des charges les plus lourdes de la population. La législation française a donné le droit d'usage sauf les réserves dans les forêts aux villages qui les ont sur leur territoire. Ces villages doivent fournir les prestations nécessaires à l'administration pour l'entretien des chemins forestiers et l'exécution de divers travaux.

1. Jobbé-Duval, p. 59.

Toutes les terres de la commune et des divers particuliers doivent être portées sur le *dien-bo* ou registre des terres institué au vi^e siècle après Jésus-Christ par l'empereur Ly. L'édit impérial portait que toutes les propriétés particulières devaient être indiquées par une perche donnant le nom du possesseur. Tout ce qui n'est pas propriété particulière devait être rangé parmi les propriétés communales. A cette mesure on a très probablement répondu par la dissimulation d'un certain nombre de champs communaux dans le but de les soustraire au paiement de l'impôt foncier.

Le registre servant actuellement en pays annamite, pour l'assiette de l'impôt foncier, remonte au règne de *Gia-long* et a été établi d'après le cadastre levé en 1806 sous la responsabilité des communes.

Sur ce registre sont inscrits :

1° Les rizières (1) communales avec la superficie des parcelles, leur qualité et leur situation ;

2° Les rizières particulières avec les mêmes détails, mais sans indication du nom des propriétaires ;

3° Certaines rizières affectées aux frais du culte et qui sont cultivées en commun par les contribuables inscrits au rôle particulier ;

4° Les terrains communaux de cultures diverses ;

5° Les cultures diverses appartenant à des particu-

1. Ory, p. 85.

liers toujours sans mention des noms des propriétaires ;

6° Les terrains réservés pour les sépultures ;

7° Les terrains incultes ;

8° Les terrains occupés par les cours d'eau, les routes et les digues ;

9° Les rizières situées sur le territoire d'une commune tout en appartenant à d'autres communes.

Si précises que soient ces indications, il est certain qu'il existe dans la plupart des communes, en assez grand nombre, des champs dissimulés, soit par les particuliers, soit par les communes, dans le but de diminuer leur part de l'impôt foncier. Le mal de la corruption est général en Extrême-Orient, et, au moment des confections de cadastre ou de la rédaction des *dien-bo*, les mandarins chargés de ce travail ont à la fois fermé les yeux et ouvert les mains.

VII

Charge de la commune envers l'État.

Impôts, corvées, carte-quittance, service militaire.

La commune annamite ne jouit de l'autonomie dont nous avons parlé précédemment qu'à la condition de s'acquitter envers l'État de certaines obligations qui se classent sous les noms d'impôt personnel, d'impôt foncier, de corvées et de contingent militaire.

L'impôt personnel ou capitation est basé sur le nombre d'inscrits sur le *dinh-bo* ou registre officiel de la commune. Les habitants sont portés sur ce rôle officiel nominativement et c'est le maire qui est chargé de cette inscription. Mais comme l'État ne possède aucun moyen de contrôler les chiffres donnés par l'administration communale, attendu que les registres de l'état civil sont constitués en Cochinchine depuis une trentaine d'années seulement, et sont d'institution récente au Tonkin, les communes le trompent dans des proportions considérables ; de sorte

que le *dinh-bo* ne comprend en réalité qu'une faible partie de la population, et il faut encore considérer que sur cette liste officielle figurent plusieurs catégories d'exemptés pris parmi les notables. La révision du *dinh-bo* a lieu tous les cinq ans. Un envoyé impérial *Kham-Mang* (1) accompagné d'un délégué du ministère *Kinh-Phai* et de secrétaires en nombre suffisant arrive dans chaque province pour présider le bureau chargé de vérifier les mutations survenues dans le personnel des inscrits. Les séances de vérification sont publiques. Le taux de l'impôt personnel est 0,40 pour les uns, 0,20 pour les autres. Quant à la perception de l'impôt personnel, elle est faite sur un rôle appelé *so-thu-thue* sur lequel sont inscrits les noms de ceux, hommes et femmes, qui possèdent quelques terres. De cette façon la somme due à l'État est répartie sur un beaucoup plus grand nombre de têtes, mais cette liste est établie d'une façon qui laisse place à l'arbitraire et est soigneusement dissimulée aux représentants du pouvoir central.

Indépendamment de l'impôt personnel, la commune doit à l'État l'impôt foncier. Cet impôt est calculé d'après le nombre et la nature des parcelles portées au registre officiel des champs *dien-bo*. L'impôt varie avec la nature de l'exploitation. Les rizières se partagent en trois classes, suivant la qualité du ter-

1. Jobbé-Duval, p. 35.

rain, les terres de diverses cultures en douze espèces, le taux de l'impôt variant avec la culture. Les communes trompent l'État aussi bien à propos de la surface des terres imposables, qu'à propos du chiffre des personnes astreintes au paiement de la capitation. Chacune d'elles possède, à côté du *dien-bo*, un rôle particulier le *so-thu-thue*, dont elle se sert pour répartir l'impôt foncier dû à l'État. Mais elle ne suit pas la même méthode que le gouvernement, la perception est basée sur deux prix uniformes par unité de surface ; l'un pour les rizières, l'autre pour les cultures diverses. Cette manière de procéder a l'avantage d'éviter les discussions et les procès dont les Annamites sont très amateurs. L'établissement du *so-thu-thue* n'est pas sans donner lieu à des abus, à des passe-droits au préjudice des petits propriétaires ; il y a moins de terres portées sur le *so-thu-thue* que sur le *dien-bo* grâce à la dissimulation d'une certaine quantité de terre faite par quelques gros propriétaires avec la connivence intéressée du fonctionnaire responsable de la tenue de ce registre. Il en résulte que chacun des habitants ayant plus à payer se trouve lésé et souvent dans des conditions désastreuses pour les petits propriétaires.

La corvée a été longtemps une des charges les plus lourdes du paysan annamite qui aime beaucoup sa terre, la cultive avec le plus grand soin et redoute tout ce qui peut l'en éloigner et retarder les travaux

agricoles. Même quand le gouvernement n'entreprend pas de travaux d'utilité générale dans une province, chaque commune de cette province doit par an vingt journées de corvée pour ceux des hommes de 21 à 54 ans qui figurent sur le registre officiel ou *dinh-bo*. Les grands travaux d'utilité publique tels que construction de routes d'intérêt général, de digues, creusement de canaux, etc., sont entrepris par les communes sur l'ordre de l'administration supérieure. Chaque village reçoit la tâche qui lui est échue, et, c'est le conseil des notables représentant la collectivité, qui est chargé de la faire exécuter comme il lui convient ordinairement par les habitants, mais s'ils sont récalcitrants, par des coolies mercenaires entretenues aux frais de la commune. L'administration s'occupe seulement de veiller à ce que l'exécution des travaux soit faite d'après les règles de l'art et conformément aux plans arrêtés. Après l'achèvement des travaux, il est, en général, accordé à chacune des communes le dégrèvement de la somme qu'elle doit à l'État pour le rachat des corvées de ses habitants; mais cette somme n'est jamais la représentation exacte du nombre des journées fournies. Afin de faire face aux dépenses que lui imposent ces grands travaux, la commune est quelquefois obligée de vendre ses biens propres et d'emprunter sur ses champs communaux. Maintenant les inscrits taillables et corvéables doivent fournir trente jours de corvée par an; le protectorat

sans renoncer complètement aux ressources que procure cette charge communale en a converti obligatoirement les deux tiers en une taxe fixe de 2 piastres ; l'autre tiers, soit 10 journées, est, à la volonté de la commune, soit rachetable, soit exigible en nature et le mot « prestation », moins dur tend à se substituer au mot corvée.

Dans ces pays d'Asie où la corruption est très répandue, il importe pour les contribuables de s'assurer que le montant des contributions exigées par l'État n'a pas été augmenté par les notables et que le *ly-truong* a bien versé en totalité au trésor public les sommes qu'on lui a remises. C'est dans ce double but qu'on a créé la carte-quittance. Les obligations pécuniaires de la commune vis-à-vis du protectorat sont inscrites sur ce document que l'administration lui délivre chaque année et qui, en langue française, d'une part, et en caractères idéographiques, d'autre part, indique quelles sont les charges auxquelles elle est tenue : 1° les taxes personnelles, 2° les corvées ou prestations, 3° l'impôt foncier sur les rizières avec l'étendue de chacune des classes, 4° le même impôt sur les terres de culture diverse. Au fur et à mesure que la commune, par l'intermédiaire du maire, se libère de ses charges, les acomptes versés sont inscrits sur la carte-quittance qui est à la disposition de tous et est affichée au *dinh* du chef-lieu de l'arrondissement et de la province ; cette mesure permet

un contrôle sur l'administration du *ly-truong*, et l'oblige à verser exactement ce qu'il a perçu, ce qui autrefois et même actuellement n'arrive pas toujours. La question est importante pour les contribuables, puisque la commune reste néanmoins obligée de payer à nouveau les sommes détournées.

Reste à étudier le contingent militaire demandé par l'État aux communes. Il dépend du chiffre d'inscrits de 21 à 54 ans et varie suivant les besoins du moment. Sous l'empereur *Gia-Long* (1), chaque commune était tenue de fournir un soldat sur huit inscrits ; sous *Ming-Mang*, un sur cinq et sous *Tu-duc*, un sur sept. Actuellement le contingent militaire à fournir peut être fixé à un soldat sur sept inscrits ; cette règle établie, l'administration n'intervient en rien dans le recrutement ; elle se borne à faire examiner par des commissions spéciales les hommes fournis, et à faire renvoyer ceux qui ne sont pas suffisamment robustes et qui doivent être immédiatement remplacés. Sous le gouvernement des empereurs d'Annam, la durée du service militaire était indéterminée. L'Annamite n'était renvoyé dans ses foyers qu'infirmes ou usé par le service. Sous le protectorat français, les choses ont changé. La durée du service est, depuis 1904, fixée à quinze ans, dont cinq ans dans l'active pour les Annamites originaires du Tonkin et de l'An-

1. Ory, p. 403.

nam et à deux ans pour ceux de la Cochinchine. Autrefois la commune donnait au soldat une parcelle de biens communaux pour l'aider à vivre, la solde étant insuffisante. De nos jours, la solde permet au soldat de suffire largement à ses besoins ; la commune attribue toujours à sa famille une parcelle de biens communaux à titre de dédommagement. Cela constitue une lourde charge pour le village, les biens à partager étant diminués de ceux qu'on a donnés aux soldats. Les rengagés ne viennent pas en déduction du contingent communal, ne reçoivent pas la compensation d'une parcelle des biens communaux et ne peuvent prendre du service qu'après s'être libérés de toutes les charges communales.

VIII

Charges particulières et ressources de la commune.

Après avoir assuré l'accomplissement de ses obligations envers l'État, la commune annamite doit pourvoir aux charges de son administration particulière et s'occuper de trouver des ressources qui lui permettront d'y satisfaire.

Tout d'abord la commune crée, améliore et entretient les chemins vicinaux et les sentiers de rizières qu'elle a sur son territoire. Elle répare ses ponts, fait des travaux d'hydraulique agricole, bâtit de nouvelles pagodes, restaure les anciennes, enfin s'occupe, dans le village, de tout ce qui facilite l'activité collective et concourt à rendre plus aisée la vie matérielle et morale de ses habitants. Ce sont le *pho-ly* et le *huong-truong* qui sont chargés de ces constructions et de ces réparations. La main-d'œuvre est fournie par les habitants du village, les matériaux sont achetés avec des fonds provenant de la caisse municipale.

Une autre source de dépenses est la fréquence des actions judiciaires. Il n'est pas surprenant de voir une commune faire un procès à une commune voisine, voire même à l'un de ses concitoyens, quelquefois aussi, elle est elle-même citée et poursuivie en justice et doit se défendre ; mais qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, il est toujours question pour elle d'une grosse dépense. En effet, bien que la justice indigène se rende gratuitement, il n'en faut pas moins avoir une assez forte somme disponible pour intenter ou soutenir une action judiciaire. Deux notables sont désignés pour représenter la commune devant les tribunaux. Ces notables ont les frais d'instance judiciaire, les dépenses de déplacements et de résidences que les communes doivent leur payer et qui sont très onéreux pour elles. Le protectorat français a combattu cette fréquence des procès et obligé les communes à la formalité de l'autorisation de l'administrateur ou du résident avant toute action judiciaire.

Enfin il existe une autre source de dépenses, qu'avec nos idées européennes nous avons peine à concevoir. La commune est obligée de rémunérer les agents des mandarins provinciaux qui lui apportent les communications de ces fonctionnaires, de même qu'il lui faut encore payer pour faire agréer ses propres communications, même quand il s'agit de déclarations auxquelles elle ne saurait se soustraire sans encourir une peine. C'est ainsi qu'il lui faut payer pour déclara-

rer le nombre de ses inscrits, la quantité de ses champs, un fait qui s'est passé, incendie, rixe, pillage ou meurtre.

La commune annamite a, nous venons de le voir, de nombreuses charges particulières. Il lui faut des ressources spéciales pour faire face à toutes ses dépenses.

Elle se procure ces ressources (1) de plusieurs manières que nous allons étudier successivement.

1° Le village perçoit, par ses propres agents, l'impôt qui lui est nécessaire, quelquefois sous forme de cents additionnels à la contribution personnelle ou à la contribution foncière, mais quelquefois aussi sous la forme d'un impôt spécial établi par les notables et fixé d'après la place qu'occupe chaque habitant sur le *so-hang-xa* ou rôle particulier de la commune ; quelquefois aussi cette taxe est transformée en prélèvements sur les récoltes qui sont vendues au marché et dont l'argent vient dans la caisse municipale.

2° La commune vend des titres honorifiques, n'ayant de valeur que chez elle, créant des fonctionnaires sans fonctions, qui ne peuvent prendre aucun titre dans les documents officiels. Ces titres sont néanmoins fort recherchés par les riches habitants du village qui y voient le moyen de passer d'une classe à une autre plus élevée sur le *so-hang-xa* ;

1. Ory, p. 114.

3° Une ressource assez originale est une sorte d'assurance des funérailles, qui consiste en une mesure de précaution analogue à celle qui, chez les Romains, consistait à entrer dans un collège funéraire ; la commune moyennant le versement de sommes assez élevées, ou le retour à la propriété communale d'une certaine étendue de terres, s'engage à faire les frais des funérailles du déposant, et au besoin et suivant l'importance de la somme versée, à faire célébrer des cérémonies rituelles aux anniversaires du décès ;

4° L'argent perçu à l'occasion des mariages. Le village intervient pour faire respecter le mariage, lorsqu'il a été déclaré publiquement devant les notables et que cette déclaration a été accompagnée d'un petit présent. Mais, dans la plupart des villages, cet argent reste aux mains des notables qui l'ont reçu et le considèrent comme un cadeau personnel. Il ne tombe que tout à fait exceptionnellement dans la caisse municipale ;

5° Les communes afferment leurs marchés, pour une somme convenue et payée d'avance, qui donne le droit à différentes catégories d'adjudicataires de prélever une taxe sur tous les marchands qui y stationnent et sur tous les animaux qui y sont mis en vente. Il n'y a pas, en effet, comme dans nos pays, un adjudicataire unique, mais le droit à percevoir est réparti entre plusieurs individus. La commune accorde à ses habitants seuls cette faveur ;

6° L'administration concède aux communes, moyennant un prix très modique, l'affermage des bacs reconnus nécessaires sur leur territoire. Les communes les sous-louent à des adjudicataires qui versent leur redevance dans la caisse communale ;

7° Les revenus des biens communaux. Lorsqu'une commune a en sa possession des étangs, elle vend soit le poisson, soit le droit de pêche ; elle perçoit des droits sur la chasse et sur la coupe des bois dans les forêts qui lui appartiennent. Un village qui a des terrains communaux inoccupés, propres à la culture, les loue ou les met en nantissement pour une période de trois ans ;

8° Les amendes prononcées contre ceux qui ont contrevenu aux dispositions prohibitives formulées par les autorités communales, dispositions qui portent le nom de *khoan* ;

9° Pourcentage sur la vente du papier timbré dont chaque village, depuis 1906, est tenu d'avoir un dépôt ;

10° L'emprunt. C'est une opération extrêmement onéreuse et très rare que la commune n'emploie que quand il n'y a pas d'autres moyens de parer à une situation financière désespérée. L'intérêt légal, en pays annamite, est de 33 % avec, toutefois, cette restriction qu'après trois ans, le capital prêté ayant ainsi doublé, ne produit plus d'intérêt, clause souvent illusoire et à laquelle la ruse annamite trouve moyen d'échapper.

Beaucoup de villages sont riches et possèdent une caisse de réserve où chacune des sommes versées a son affectation spéciale. Les communes ne laissent pas longtemps leur argent improductif, et en font vite un placement de tout repos avec intérêts bien entendu.

D'autres villages, qui ont également des fonds disponibles, spéculent sur les riz, les vendent au moment de la hausse et les achètent à l'époque de la baisse.

IX

Du canton et des autorités cantonales Des Phu et des Huyens.

De même que la commune est une fédération de plusieurs familles sous l'autorité d'un maire et d'un conseil de notables, le canton est une réunion de plusieurs communes sous l'autorité d'un chef de canton ou *Cai-tong* assisté d'un sous-chef de canton ou *pho-tong*.

Le canton (1) n'a pas la même importance que la commune dans l'organisation administrative annamite ; et quoique son utilité soit réelle, sa suppression n'apporterait qu'un trouble relatif dans la marche des affaires.

Le canton français a un chef-lieu et n'a pas un chef distinct. A l'inverse, le canton annamite a un chef mais n'a pas de chef-lieu. Le siège du canton se trouve dans une des communes qu'il comprend et ce n'est pas toujours dans la plus riche et la plus importante.

Les chefs de canton ou *cai-tong* ne représentent

1. Luro, *Le pays d'Annam*.

point, à proprement parler, l'État ; ce sont les véritables représentants de la population du canton. Leurs fonctions sont analogues à celles des autorités communales, à la fois administratives et judiciaires. Organes des doléances des communes auprès du mandarinat, ils ne sont que les agents de transmission des ordres du chef d'arrondissement ou *quan-huyen* qu'ils aident d'autre part dans sa tâche en travaillant au recouvrement des impôts et au maintien de l'ordre.

Quand il s'agit de nommer un chef de canton, on procède de la façon suivante. Des délégués (1) sont envoyés au chef-lieu de l'arrondissement par les notables de chacune des communes du canton ; ces délégués se réunissent, délibèrent sur la valeur des candidats soumis à leur choix et proposent l'un d'eux comme chef de canton. La règle de la majorité ne s'applique pas. Les notables doivent, après discussion, se mettre d'accord. S'ils ne s'entendent pas, le chef de l'arrondissement propose et au besoin impose à leur acceptation un troisième candidat. En tout cas un rapport est envoyé au *Tong-doc* ou gouverneur de la province. Le dossier est adressé au *quan-bo*, fonctionnaire chargé de l'administration intérieure de la province qui certifie que l'élu n'a jamais mérité de reproches dans les fonctions com-

1. Luro. *Cours d'administration annamite*.

munes qu'il a exercées, puis au *quan-an* ou juge de la province qui atteste que le futur chef de canton n'a jamais subi de condamnations. Le dossier arrive enfin au *Tong-doc* qui, sur l'avis favorable de ces différents fonctionnaires, approuve l'élection et nomme le chef de canton en lui envoyant un brevet et un cachet qui doivent faire foi de sa qualité dans l'exercice de ses fonctions.

Le sous-chef de canton ou *pho-tong* est nommé d'une manière analogue.

La nomination du chef de canton est d'abord provisoire et ce n'est qu'après six ans de bons et loyaux services qu'il est titularisé dans sa fonction et devient mandarin du neuvième degré, deuxième classe. Tous les six ans, si ses services ne laissent en rien à désirer, il peut s'élever d'une classe dans la hiérarchie mandarinale et enfin, au bout de trente-six ans, arriver mandarin du septième degré, première classe, grade qu'il ne peut dépasser. Le sous-chef de canton ne peut arriver que chef de canton.

Au Tonkin sur la frontière de Chine, le protectorat français a organisé une troisième autorité cantonale, le *Tong-doan* (1) ou chef des partisans du canton, chargé de la police de son territoire sous l'autorité du *cai-tong*. Le *Tong-doan* a sous ses ordres les *xa-doan* ou gardes champêtres des communes du canton avec leurs escouades de partisans.

1. E. Diguët. *Les Annamites*.

En Cochinchine, nous avons transformé les fonctions de chef de canton en une sorte de fonction quasi-administrative rétribuée par l'État et comportant trois classes hiérarchisées. Cette erreur est d'ailleurs en bonne voie de correction et l'administration française ne pourra pas rendre de meilleure justice à l'excellence des institutions communales et cantonales qu'en les rétablissant sur leurs anciennes bases.

Au-dessus du canton dans la hiérarchie administrative annamite vient l'arrondissement ou *huyen*. Alors qu'en France l'arrondissement n'a qu'une importance relative, et que le sous-préfet n'est guère qu'un organe de transmission dont l'utilité est tellement discutée que sa suppression est à la veille de s'opérer, en Annam l'arrondissement conserve toute son importance, et ce n'est que la réunion de deux ou trois *huyens* en une circonscription administrative plus vaste ou *phu* qui devient secondaire. Le département français au contraire est une personne morale de la plus haute importance.

L'arrondissement ou *huyen* (1) est administré par un fonctionnaire du nom de *quan-huyen* ou *tri-huyen* qui réunit dans sa main tous les pouvoirs civils sans exception, le *phu* ou la réunion de plusieurs *huyens* l'est par un *quan-phu* ou *tri-phu* qui dirige person-

1. Luro. *Opuscule cité*.

nellement, outre sa circonscription, l'administration du *huyen* sur le territoire duquel il réside.

Quand il s'agit d'affaires n'intéressant qu'un arrondissement, les ordres administratifs sont transmis directement des autorités provinciales au *tri-huyen* intéressé; quand au contraire les affaires ont un caractère général s'étendant à tous les *huyens* du *phu*, elles vont des autorités provinciales au *tri-phu* qui les transmet aux *tri-huyens* qui lui sont subordonnés.

Dans les provinces frontières de l'Annam et du Tonkin, le *huyen* prend le nom de *chau* qui correspond comme signification à notre ancien mot français de marche (province frontière). Dans ce cas le *tri-huyen* devient le *tri-chau* qui est investi des mêmes pouvoirs.

Dans le *phu* et dans le *huyen* des fonctionnaire s sont chargés de la surveillance des écoles publiques.

Pour le *phu* c'est le *giao-thu*, mandarin du sixième degré, deuxième classe, pour le *huyen*, le *huan-dao* mandarin du septième degré, deuxième classe.

Les contestations que ni le père de famille, ni les notables de la commune, ni le chef de canton n'ont pu concilier sont soumises directement par les intéressés au chef de leur arrondissement. Les *tri-huyens* remplissent les fonctions de juge civil. On peut appeler des décisions administratives et judiciaires des *tri-huyens* aux *tri-phus* et aux autorités provinciales.

En Annam tout administrateur civil est doublé d'un juge criminel, civil et administratif, contrairement au droit public français qui sépare soigneusement les fonctions judiciaires des fonctions administratives et distingue la justice criminelle et civile de la justice administrative. Les institutions administratives et judiciaires annamites présentent à cet égard une analogie frappante avec les institutions administratives et judiciaires de l'ancienne Rome.

La résidence officielle d'un *tri-phu* et d'un *tri-huyen* comporte un prétoire où il siège pour rendre la justice. Une pièce voisine est affectée aux bureaux où travaillent les secrétaires, le *lai-muc* et les *thong-lai*. Outre ce personnel, les *tri-phus* ont parfois un suppléant qui porte le nom de *dong-tri-phu* et les *tri-huyens* peuvent avoir des suppléants appelés *bang-bien*.

Enfin les *tri-phus* et les *tri-huyens* ont près d'eux, comme agents de la force publique, un *doi-le* ou *le-muc* et 4 ou 5 *linh-le* ou satellites.

Les *tri-huyens* et les *tri-phus* sont recrutés parmi les lettrés pourvus de titres universitaires, ayant fait un stage dans l'administration. Les *tri-huyens* sont choisis également parmi les *giao-thu* ou les *huan-dao*, fonctionnaires chargés de l'enseignement. Les *tri-phus* sont pris parmi les *tri-huyens*, les *giao-thu* ou les *huan-dao*.

L'administration d'un *chau* arrondissement fron-

tière du Tonkin et de l'Annam est moins recherché. Les lettrés ne vont pas volontiers exposer leur santé au mauvais climat du Haut-Tonkin. Aussi le gouvernement se montre moins exigeant et il est plus facile d'obtenir les fonctions de *tri-chau* que celles de *tri-huyen* et de *tri-phu*.

Au début, quelques choix de l'administration française ont été défectueux. On a vu le titre de *tri-huyen* et de *tri-phu* donné à des sergents de tirailleurs tonkinois et à des *boys* qui n'avaient pour toutes connaissances que quelques mots de français. Ces choix ont discrédité ces fonctions près des Annamites riches et cultivés. Mais il a fallu tout d'abord récompenser nos partisans dans le pays, et depuis longtemps déjà le gouvernement français s'est montré plus exigeant et a rendu à ces fonctions une partie de l'importance qu'elles avaient sous le gouvernement des anciens empereurs d'Annam.

Les grades de mandarinat qui correspondent aux fonctions de *tri-phu* et de *tri-huyen* sont le cinquième degré, deuxième classe et le sixième degré, deuxième classe. Cela ne veut pas dire que les fonctions confèrent le grade, mais que ces fonctionnaires sont nommés à titre provisoire tant qu'ils n'ont pas atteint le grade correspondant à leur fonction.

X

De l'administration des provinces. — Des mandarins provinciaux, *tong-doc*, *tuan-phu*, et *quan-bo*. Du *quan-an* ou mandarin provincial de la justice.

L'Annam, sous le gouvernement des anciens empereurs, était divisé en provinces. Ces provinces étaient généralement accolées deux par deux, l'une riche et populeuse, l'autre de moindre importance. La première était gouvernée par un *tong-doc* (1) ou gouverneur général, mandarin de la deuxième classe du premier degré, la seconde par un *tuan-phu* ou gouverneur particulier, mandarin de la deuxième classe du deuxième degré.

Le *tuan-phu* était sous les ordres du *tong-doc* comme le *tri-huyen* sous ceux du *tri-phu*. Pour la transmission des pièces, les principes étaient les mêmes que ceux que nous avons vus précédemment pour le *tri-phu* et le *tri-huyen*. Quand les affaires intéressaient uniquement la province gouvernée par le *tuan-phu*,

1. Luro. *Opuscule cité*.

elles lui étaient transmises directement, sans passer par l'intermédiaire du *tong-doc*. Si au contraire les pièces concernaient le groupe des deux provinces, elles étaient transmises au *tuan-phu* par le *tong-doc*.

De plus, l'empereur *Tu-duc*, qui régnait au moment de notre occupation, réunissait toutes les provinces de la Cochinchine et du Tonkin sous l'autorité de deux *kinh-luoc* ou vice-rois chargés de le représenter. Le protectorat français a conservé longtemps le *kinh-luoc* au Tonkin, puis a fini par le supprimer, cette haute autorité lui ayant paru inutile et gênante.

Le *tong-doc* ou chef de la province a sous son autorité immédiate trois mandarins provinciaux : le *quan-bo*, fonctionnaire chargé de l'administration intérieure de la province, le *quan-an*, chef du service judiciaire et le *de-doc* ou *lanh-binh*, général commandant les troupes stationnées dans la province.

Les provinces frontières ou de très faible importance étaient fréquemment administrées par un *quan-bo* ou un *quan-an*.

Le *quan-bo* ou *Bo-Chanh*, mandarin de la première classe du troisième degré, était, dans le cas le plus général, le fonctionnaire chargé de l'administration intérieure de la province sous l'autorité du *tong-doc* ou chef de la province.

Le *quan-bo* était aidé dans ses fonctions par une chancellerie comprenant cinq bureaux différents qui correspondaient chacun à un des cinq ministères de

l'empire d'Annam. Le sixième ministère qui n'était pas représenté, était celui de la justice. A lui était rattaché le *quan-an* ou *An-sat* et le service judiciaire.

Revenons aux cinq bureaux qui dépendaient immédiatement du *quan-bo*. Ils comprenaient le bureau du personnel ou *phong-lai* qui étudiait les questions relatives à l'avancement et aux punitions des fonctionnaires, faisait les mutations nécessaires dans le personnel administratif de la province et tenait les registres de notes des fonctionnaires des diverses administrations.

Le bureau des impôts ou *phong-ho* (1) qui s'occupait du recensement de la population, du cadastre, de l'assiette et de la perception de l'impôt ainsi que de l'ordonnancement des dépenses, de la surveillance des sapéqueries et des magasins à riz.

Le bureau des rites ou *phong-le* qui avait dans ses attributions la direction des cérémonies officielles en l'honneur du souverain, du génie de l'agriculture, de *Confucius*, etc., etc., et les affaires relatives à l'enseignement.

Le bureau militaire ou *phong-binh* chargé du recrutement et de l'administration militaire.

Le bureau des travaux publics ou *phong-cong* chargé des constructions ou réparations des voies de communications, ou des meubles ou immeubles appartenant à l'État.

1. Luro.

L'ensemble de ces services était sous les ordres d'un *tong-phan* ou secrétaire général, assisté d'un *Kinh-lich* ou sous-secrétaire général. A la tête de chacun des cinq bureaux se trouvait un chef de bureau ou *hop* aidé d'un certain nombre d'employés ou de secrétaires appelés *tho-lai*.

Quand il s'agissait d'instruire une affaire, d'établir un dossier ou d'écrire un rapport, on procédait de la manière suivante :

Un secrétaire du bureau compétent établissait le rapport corrigé par le chef de bureau, annoté successivement par le sous-secrétaire général et le secrétaire général puis transmis au *quan-bo* qui le revoyait et l'adressait avec tout le dossier au *tong-doc*. Si celui-ci approuvait les conclusions du rapport, il en faisait faire trois expéditions, en revêtait deux de son sceau et de sa signature et les adressait toutes les trois au ministre compétent qui, en signe d'approbation, renvoyait au *tong-doc* la troisième expédition scellée de son sceau et signée par lui. Une expédition était ensuite versée aux archives du ministère, du *quan-bo* et du *huyen* intéressé.

Ce système administratif qui a d'ailleurs fonctionné pendant des siècles, présentait à côté de grands avantages certains inconvénients que nous avons su éviter en France, du moins depuis la révolution.

En Annam nous venons de voir que le même bureau est chargé dans la province, de l'assiette de l'impôt,

Cette organisation savamment hiérarchisée a assuré pendant de longs siècles la vie administrative de l'empire d'Annam. Elle avait pourtant ses inconvénients. Un surtout doit retenir notre attention. La solde des fonctionnaires à tous les degrés de la hiérarchie était dérisoire. Ainsi un mandarin de la première classe du premier degré touchait une solde annuelle de 870 francs et 300 mesures de riz, et un employé, n'ayant aucun grade de mandarinat, touchait 18 francs et 12 mesures de riz par an. Bien que la vie matérielle fût à bon compte, il n'en résultait pas moins qu'un pareil traitement était juste suffisant pour permettre au fonctionnaire de vivre très modestement et de nourrir le nombre de domestiques strictement nécessaire. Cette conception de l'existence du fonctionnaire était bien celle que se faisait Confucius. Le mandarin devait être probe, loyal et consacrer tous ses instants au bonheur des peuples qu'il avait entre les mains. C'était un prêtre de la religion d'État, un véritable ascète et le titre de père et mère du peuple qu'il prenait, à l'imitation de son empereur, devait suffire à combler toutes les aspirations de son cœur.

Il résultait de cet état de choses que les fonctionnaires annamites étaient acculés à la nécessité de recevoir des cadeaux de leurs administrés. Les moins corrompus des mandarins se contentaient d'un cadeau fait annuellement par chacun de leurs administrés et de légères épices touchées à l'occasion

pour une raison de compétence, l'affaire était portée devant le tribunal du *tri-huyen* ou du *tri-phu*. Ce mandarin se contentait de rendre une nouvelle sentence arbitrale en faisant connaître aux deux parties les articles de la loi les concernant et l'application qu'il en faisait. Arrivé (1) à ce point, si les plaideurs ne se contentaient pas de cette dernière sentence, ils pouvaient en appeler au *quan-an*, mais en ce cas l'affaire devenait un délit pénal entraînant une peine correctionnelle pour le défenseur s'il avait tort, pour le demandeur s'il était démontré que son accusation était calomniatrice. Il y avait là un excellent moyen d'éviter la multiplicité des procès. Le demandeur, s'il n'était pas sûr de son droit, préférait s'entendre à l'amiable plutôt que de s'exposer à une condamnation correctionnelle.

En matière criminelle, on procédait de la manière suivante. Les notables amenaient l'accusé au chef de l'arrondissement; celui-ci prévenait le *quan-an* et commençait immédiatement l'instruction. Il faisait venir les témoins, les interrogeait, leur faisait signer les procès-verbaux d'interrogatoire en présence de l'accusé si cela était possible. L'accusé était lui-même interrogé, puis le juge rendait une sentence en s'appuyant sur tel article de la loi. Cette sentence était adressée sous forme de rapport au *quan-an* avec les

1. Luro.

dépositions des témoins, l'interrogatoire de l'accusé et toutes les pièces à l'appui. L'accusé et les témoins étaient également conduits au *quan-an*. Celui-ci reprenait l'instruction s'il le jugeait utile ou si les accusés appelaient du jugement rendu. Le *quan-an* prononçait en dernier ressort s'il s'agissait de crimes ou délits entraînant la peine du rotin, de la cangue ou du bâton. S'il s'agissait de crimes entraînant des peines plus fortes : emprisonnement avec travail pénible, exil hors de la province, strangulation ou décapitation, les pièces du procès étaient envoyées pour une nouvelle révision au ministère de la Justice.

Il arrivait souvent dans la pratique que le *tri-huyen*, avant de rendre sa sentence, consultait le *quan-an*. Cette manière de procéder, qui enlevait au juge de son indépendance, provenait d'un article du code annamite qui punissait le magistrat qui avait mal appliqué la loi.

Outre ce principe, un certain nombre de choses différencie l'ancienne justice annamite de la justice française actuelle. Il n'y avait pas en Annam de séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs, pas de pluralité des juges dans le même tribunal, d'avocats défenseurs, d'avoués, etc., etc. ; il y avait par contre multiplicité de l'appel comme dans l'ancienne France.

Le *quan-an* était en outre chargé du service des Postes, service non public à la vérité comme chez

nous, mais service officiel à la disposition de l'État. Le transport du courrier était assuré par des *linh-trams* ou soldats courriers sous les ordres d'un *doi-tram* ou sergent courrier.

Terminons en remarquant que les différentes pièces transmises au ministère par le *quan-bo* ou le *quan-an* étaient obligatoirement soumises au visa du gouverneur de la province.

XI

Organisation de l'administration centrale en six ministères. Des fonctionnaires annamites en général. Des grades du mandarinat civil. Constitution politique de l'empire d'Annam, le monarque et le peuple. Noblesse.

L'administration centrale annamite était constituée par six ministères. Ces ministères étaient ceux de l'Intérieur, des Finances, des Rites, de la Justice, de la Guerre et des Travaux publics, qui correspondaient aux bureaux que nous avons vus dans la chancellerie du *tong-doc*. Chacun de ces ministères était composé d'un conseil dont le ministre était président. Il y avait en outre deux conseillers ou *tham-tri* (1), deux vice-conseillers ou *thi-lang*, des chefs de division et un secrétaire général. Le ministère était formé d'un certain nombre de bureaux sous les ordres de chefs de bureau ou *vien-ngoi-lang* comprenant des commis rédacteurs et des expéditionnaires.

Le rôle de ces ministères était de centraliser, cha-

1. Luro, *Opuscule cité*.

cun en ce qui le concernait, l'administration intérieure de l'empire et de présenter à l'examen du souverain, après étude faite, les affaires et les solutions qu'on en proposait.

Ces affaires étaient souvent au préalable soumises au *Comat*, conseil d'empire, qui n'avait que voix consultative et qui les examinait avant de les transmettre au monarque.

Nous avons vu précédemment que les fonctions n'étaient pas toujours en rapport avec le grade du fonctionnaire dans le mandarinat civil. Pourtant il faut remarquer que la titularisation du fonctionnaire lui donne le grade du mandarinat qui se rapporte à sa fonction. Un exemple fera mieux comprendre ce point important : un *tri-huyen* nommé au début de sa carrière à titre provisoire peut n'avoir aucun grade ou un grade inférieur dans le mandarinat ; dès qu'il est nommé *tri-huyen* titulaire, il devient, par ce fait, mandarin de la deuxième classe du sixième degré.

Voici maintenant la correspondance des fonctions administratives avec les grades du mandarinat civil.

Premier degré, première classe : les quatre *dai-hoc-su* (1) ou grands chanceliers du *Comat* ou conseil de l'empire.

Premier degré, deuxième classe : les assesseurs des grands chanceliers.

1. Luro, *Opusculé cité*.

Deuxième degré, première classe : les ministres ou présidents des six ministères, le premier et le deuxième censeur de l'empire et l'importante catégorie des gouverneurs généraux de province ou *tong-doc*.

Deuxième degré, deuxième classe : les conseillers des ministères, les deux vice-censeurs de l'empire et les *tuan-phu* ou gouverneurs des provinces secondaires.

Troisième degré, première classe : les vice-conseillers des ministères, le président de l'académie impériale, le grand Archiviste, le Directeur du palais impérial, le grand maître des cérémonies, le préfet de la préfecture de *Hué* et les *quan-bo* ou directeurs de l'administration des provinces.

Troisième degré, deuxième classe : les secrétaires généraux des ministères et divers autres fonctionnaires de la *cour*.

Quatrième degré, première classe : les chefs de division des ministères et divers fonctionnaires de la capitale, les *quan-an* ou *an-sat*, chefs de la justice de chaque province.

Quatrième degré, deuxième classe : divers fonctionnaires de la capitale et les *quan-dao* ou chefs d'une province frontière.

Cinquième degré, première classe : les chefs de bureau des ministères et autres fonctionnaires de la capitale, les directeurs de l'enseignement dans les provinces ou *doc-hoc*, les *pho-quan-dao* ou adjoints des chefs de province frontière.

Cinquième degré, deuxième classe : les *tri-phus* ou préfets.

Sixième degré, première classe : les commis de première classe des ministères, les *dong-tri-phus* ou adjoints au préfet.

Sixième degré, deuxième classe : les secrétaires généraux des *quan-bo* et des *quan-an*, les *tri-huyens* ou les *tri-chau*, sous-préfets.

Septième degré, première classe : les commis de deuxième classe des ministères les *kinh-lich* ou sous-secrétaires généraux des bureaux provinciaux, les *giao-thu* ou chefs de l'enseignement dans une préfecture.

Septième degré, deuxième classe : les fonctionnaires divers de la capitale et des provinces.

Huitième degré, première classe : les *huan-dao* ou chefs de l'enseignement d'une sous-préfecture, les *tho-lai* ou expéditionnaires des ministères et des tribunaux de province.

Huitième degré, deuxième classe : les *tu-thua* ou maîtres des cérémonies dans les temples littéraires de chaque province, les expéditionnaires de la capitale ou des provinces.

Neuvième degré, première classe : les *lai-muc* ou secrétaires généraux des préfets.

Neuvième degré, deuxième classe : les secrétaires des sous-préfets et certains expéditionnaires, les *bo-thu cai tong* ou chefs de canton titulaires.

Cette organisation savamment hiérarchisée a assuré pendant de longs siècles la vie administrative de l'empire d'Annam. Elle avait pourtant ses inconvénients. Un surtout doit retenir notre attention. La solde des fonctionnaires à tous les degrés de la hiérarchie était dérisoire. Ainsi un mandarin de la première classe du premier degré touchait une solde annuelle de 870 francs et 300 mesures de riz, et un employé, n'ayant aucun grade de mandarinat, touchait 18 francs et 12 mesures de riz par an. Bien que la vie matérielle fût à bon compte, il n'en résultait pas moins qu'un pareil traitement était juste suffisant pour permettre au fonctionnaire de vivre très modestement et de nourrir le nombre de domestiques strictement nécessaire. Cette conception de l'existence du fonctionnaire était bien celle que se faisait Confucius. Le mandarin devait être probe, loyal et consacrer tous ses instants au bonheur des peuples qu'il avait entre les mains. C'était un prêtre de la religion d'État, un véritable ascète et le titre de père et mère du peuple qu'il prenait, à l'imitation de son empereur, devait suffire à combler toutes les aspirations de son cœur.

Il résultait de cet état de choses que les fonctionnaires annamites étaient acculés à la nécessité de recevoir des cadeaux de leurs administrés. Les moins corrompus des mandarins se contentaient d'un cadeau fait annuellement par chacun de leurs administrés et de légères épices touchées à l'occasion

de procès qui se déroulaient devant eux. D'autres plus pervers se laissaient corrompre à prix d'argent et vendaient la justice au plus offrant. Il y avait là un danger qui suffirait à lui seul à faire condamner un pareil système. Le gouvernement français a fait récemment de louables efforts dans le but de relever la solde des fonctionnaires annamites. Il a porté la solde mensuelle d'un *tong-doc* à 625 francs et celle d'un *tri-phu* à 200 francs. Mais cette somme n'est pas encore suffisante pour permettre à ces mandarins de mener un train de vie en rapport avec leurs fonctions. La corruption existe encore. Il y aurait donc lieu pour le gouvernement français de relever encore les soldes des fonctionnaires annamites, et cela fait, de se montrer excessivement sévère pour les faits de corruption qui viendraient à se produire.

L'empire d'Annam était une monarchie absolue, sans frein, ni contrôle d'aucune sorte. Le *Comat* ou conseil secret n'a qu'un rôle purement consultatif. Les censeurs de l'empire ne font que les remontrances qu'ils savent devoir être bien accueillies. L'empereur ou *Hoang-de* est investi de tous les pouvoirs. Il commande toutes les armées de l'empire. Premier lettré du royaume, il décerne les plus hauts diplômes. Grand pontife, il a seul le droit de faire des sacrifices au ciel et à la terre. Souverain Juge, il prononce en dernier ressort sur tous les procès qui lui sont soumis. Mais letitre auquel il attachait le plus d'import-

tance était celui de père et mère de son peuple. A lui incombait le soin de faire le bonheur de ses sujets. Si le peuple n'était pas heureux, si des calamités venaient à fondre sur lui, le souverain perdait le mandat du ciel et le peuple se croyait autorisé à se soulever contre lui.

L'empereur d'Annam, comme l'empereur de Chine, est d'essence presque divine. C'est un fils du ciel. Ses sujets sont indignes de contempler son auguste visage et lorsque très rarement le souverain sort de son palais pour présider à une cérémonie rituelle, des hérauts vont annoncer la nouvelle de son passage afin que les portes et les fenêtres se ferment et que les passants s'éloignent de sa route. Les hauts fonctionnaires qui sont admis à l'approcher gardent la tête baissée et les yeux constamment fixés sur la plaquette de mandarin qu'ils portent sur la poitrine. Avec la domination française les choses ont bien changé et maintenant l'Annamite regarde son empereur avec un air où ne se trouve plus la soumission d'autrefois.

Dans une nation aussi fortement hiérarchisée, on serait tenté de croire à l'existence d'une aristocratie, de castes prenant place entre l'empereur et le peuple. Il n'en est rien. Entre le souverain et ses sujets, il n'y a que des fonctionnaires dont les pouvoirs émanent de lui et dont les charges sont à la portée de tous ceux qui peuvent affronter les examens avec succès, de sorte que le paysan le plus obscur peut parvenir aux plus

hautes fonctions de l'État, s'il s'en rend digne par son savoir, son mérite et son intelligence.

L'Annam comme la Chine avait cependant une noblesse, mais qui n'avait pas le caractère de classe aristocratique pouvant contrebalancer l'autorité du monarque, comme la féodalité en France. C'étaient de simples titres honorifiques destinés à récompenser les services éminents rendus à la couronne. Cette noblesse n'était pas héréditaire et diminuait d'un degré à chaque génération. Cet ordre comprenait cinq degrés *cong, hau, ba, tu, nam*. Le fils de l'anobli prenait le titre immédiatement inférieur à celui que l'empereur venait de donner à son père et de même pour son propre fils jusqu'au fils du *nam* qui sous le nom de *nhieu-am* était encore exempt d'impôts. Après, la descendance rentrait sous la loi commune.

Il y avait là des mesures très adroites prises par les souverains de l'Annam et de la Chine pour éviter la formation d'une noblesse féodale héréditaire. Les empereurs se souvenaient de la terrible lutte que leurs ancêtres avaient eue à soutenir contre les grands vassaux de la Chine au iv^e siècle avant notre ère pour éviter le démembrement de leur empire ; ils ne se souciaient pas de les voir se reproduire. Curieuse analogie avec la lutte des rois de France contre la féodalité au xiii^e et xiv^e siècles. Les empereurs de Chine et d'Annam s'étaient en outre gardés de rendre les fonctions de gouverneurs de province héréditaires. Certains gou-

verneurs avaient en effet tenté d'échapper à leur autorité et de se rendre indépendants. Nouvelle ressemblance avec l'histoire de notre pays qui nous montre la féodalité renaissant à la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e siècle avec les gouverneurs de province qui tendent à se rendre indépendants et ne sont définitivement abattus que par le cardinal de Richelieu.

XII

Résumé succinct des modifications apportées sous l'influence des idées françaises à l'orga- nisation communale et administrative anna- mite. Conclusion.

La commune annamite, telle que nous venons de l'étudier, offre l'image d'un gouvernement oligarchique. Les classes les plus élevées exercent une autorité tyrannique sur les classes inférieures. Il est bien difficile de remédier à un tel état de choses par des actes officiels. L'augmentation et la plus grande division de la richesse pourraient seules le faire disparaître. En outre la commune annamite jouit d'une pleine autonomie comme nous venons de le voir. On a pu dire assez justement que c'était un État dans l'État. Le gouvernement français a peu modifié cette organisation municipale. Il a voulu cependant, avec raison à notre avis, pour protéger la commune dans ses intérêts et réserver les droits du pouvoir central, la traiter un peu plus en mineure que ne le faisait le gouvernement annamite. Cette légère tutelle ad-

ministrative, plus en rapport avec nos idées européennes, s'est accomplie sagement et progressivement, en beaucoup de cas, après enquête préalable faite auprès des Annamites eux-mêmes, qui ne sont guère enclins au progrès et veulent, avant tout, agir comme agissaient leurs ancêtres.

Ainsi les villages sont restés comme auparavant responsables des impôts et des délits commis sur leur territoire. L'administration française n'intervient pas dans la nomination des notables, sauf à exercer un contrôle plus rigoureux sur l'élection du maire et à désigner deux officiers de l'état civil. Mais d'autre part le gouvernement français a décidé que le village ne peut plus ester en justice(1), soit comme demandeur, soit comme défendeur, sans une autorisation de plaider délivrée par l'administrateur ou le résident dont il relève. Celui-ci la lui refuse-t-il, un pourvoi pourra être formé devant le conseil privé statuant au contentieux.

L'emprunt projeté par une commune doit être approuvé par le fonctionnaire français, chef de la province, ou par le lieutenant-gouverneur ou le résident supérieur, s'il dépasse un certain chiffre.

En résumé, et nous ne lui en ferons pas un reproche, bien au contraire, le gouvernement français a voulu simplement réunir à l'organisation tradition-

1. Jobbé-Duval, *Opusculé cité*.

nelle, qui déchargeait le pouvoir central de beaucoup de soins et de soucis, les avantages que présente la tutelle administrative telle qu'elle est organisée sur les communes de France.

Au point de vue administratif, le Tonkin, placé sous le régime du protectorat, est sous l'autorité d'un résident supérieur assisté, dans chaque province, de résidents chefs de province. Parallèlement à l'organisation française, et sous sa surveillance et son autorité, ont subsisté, sauf quelques modifications sans grande importance, les anciens fonctionnaires annamites que nous avons énumérés précédemment, les *tri-phas*, les *tri-huyens*, les *quan-ans*, etc., etc.

En Annam, où le protectorat est aussi appliqué, le régime est le même, administration annamite guidée et surveillée par un certain nombre de résidents et de fonctionnaires français, placés sous l'autorité d'un résident supérieur dont le siège est à Hué.

En Cochinchine, pays d'administration directe, le gouvernement français est représenté par un lieutenant-gouverneur, aidé dans sa tâche par des administrateurs ou chefs de province gouvernant chacun un des vingt arrondissements de Cochinchine. On y a conservé quelques fonctionnaires annamites en moins grand nombre qu'au Tonkin, en dehors des chefs de canton et des notables des villages. Dans chaque province existe un conseil d'indigènes ayant voix consultative et chargé d'éclairer le chef de la province

sur les intérêts de la circonscription ; à l'imitation de ces conseils, un gouverneur général a réuni récemment une assemblée consultative indigène pour indiquer à l'administration française les nombreux abus à faire disparaître et lui permettre de faire d'importantes réformes.

Un gouverneur général, dépendant directement du ministère des Colonies, réunit sous son autorité le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine, le Cambodge et le Laos.

Le service judiciaire a été installé sur des bases identiques à celles qui existent dans la France moderne, et les fonctions administratives ont été soigneusement séparées des fonctions judiciaires.

Nous bornons là notre résumé succinct des modifications apportées par l'administration française à l'organisation communale et administrative annamite, et nous dirons qu'en résumé la société annamite et la société française de notre époque reposent sur des bases complètement différentes : la première doit être considérée comme une fédération de groupes doués chacun de leur vie propre et collective, la seconde, au contraire, comme une civilisation à base nettement individualiste.

Qu'allons-nous conclure de cette étude ? Nous avons vu, dans l'empire d'Annam, une monarchie savamment organisée, aidée par une hiérarchie puissante de fonctionnaires, qui transmet les ordres du mo-

narque jusqu'au plus infime de ses sujets. Mais, si nous jetons un coup d'œil sur l'histoire de l'Occident, ne trouvons-nous pas une analogie frappante entre la centralisation administrative de l'empire d'Annam et celle qu'avaient organisée les empereurs romains de la décadence? Nous retrouvons dans le *kinh-luoc*, le *tong-doc*, le *tri-phu*, les notables, etc., le préfet du prétoire, le vicarius, le præses et les curiales de l'administration romaine. La responsabilité des notables, en matière d'impôts et de délits, n'est-elle pas celle des curiales de la cité romaine? Le fonctionnaire administratif romain, comme le fonctionnaire administratif annamite, n'est-il pas doublé d'un juge? Enfin il y a une analogie frappante entre la noblesse annamite, telle que nous venons de la décrire, et la noblesse du bas-empire toute de dignité et essentiellement administrative. Mais l'histoire a connu d'autres peuples chez lesquels l'organisation administrative et bureaucratique a été aussi nettement caractérisée que chez les Annamites : l'empire grec de Byzance et l'empire chinois. L'organisation administrative de l'Annam n'a été que la copie de celle de la Chine. Nous avons vu tous ces peuples s'acheminer vers une décadence irrémédiable. Faut-il en voir la cause dans leur système administratif? Nous ne le croyons pas, mais nous sommes persuadé, par contre, que ces peuples ont succombé par la disparition chez eux de l'esprit militaire et des vertus de discipline qui s'y rat-

tachent. A Rome, du jour où les citoyens se sont désintéressés des choses militaires et ont confié à des barbares le soin de défendre les frontières de l'empire, ils se sont trouvés sur la pente de la décadence. A Byzance, la discussion des questions religieuses et le souci exagéré de l'exégèse ont conduit les Grecs au mépris du métier des armes et ont amené la prise de Constantinople par les Turcs en 1453. De nos jours, nous avons vu l'empire d'Annam, indifférent aux questions militaires, tomber sous la domination française, et, actuellement la Chine, pour les mêmes motifs, subir à différentes reprises l'ingérence européenne et se trouver maintenant dans un état de confusion inexprimable.

Vu : le Président de la thèse,

LESEUR

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Caractères généraux de la commune annamite	7
CHAPITRE II. — Origine de la commune	11
CHAPITRE III. — Population de la commune. Classement des habitants	16
CHAPITRE IV. — Les administrateurs de la commune. Les notables.	21
CHAPITRE V. — Les administrés. Le <i>dinh-bo</i> . Naissances. Décès	35
CHAPITRE VI. — Le domaine communal	44
CHAPITRE VII. — Charges de la commune envers l'État. Impôts, corvées, carte-quittance, service militaire	57
CHAPITRE VIII. — Charges particulières et ressources de la commune.	64
CHAPITRE IX. — Du canton et des autorités cantonales, des <i>Phus</i> et des <i>huyens</i>	70
CHAPITRE X. — De l'administration des provinces. Des mandarins provinciaux, <i>tong-doc</i> , <i>tuan-phu</i> et <i>quan-bo</i> ou mandarin provincial de la justice.	77
CHAPITRE XI. — Organisation de l'administration centrale en six ministères, des fonctionnaires annamites en général. Des grades du mandarinat civil. Constitution politique de l'empire d'Annam, le monarque et le peuple, noblesse . . .	85

CHAPITRE XII. — Résumé des modifications apportées sous l'influence des idées françaises à l'organi- sation communale et administrative annamite.	
Conclusion	94

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
